



Dessiné par G. C. Nodding.

Avec l'assentiment du Roi.

Gravé par C. S. Goussier. 1786.

Admis chez l'Université, des Académies Royales de Rouen, Caen, Londres &c. Par St. Jacques vintans 3^e Mars.

LA FRANC-MAÇONNERIE

ET

LA MAGISTRATURE

EN FRANCE

A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

PAR LE F.°.

LOUIS AMIABLE

CONSEILLER A LA COUR D'APPEL D'AIX

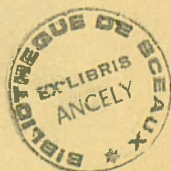
MEMBRE DU GRAND ORIENT DE FRANCE

AIX

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE J. REMONDET-AUBIN

COURS MIRABEAU, 53

1894



AVERTISSEMENT

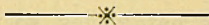
Le discours qu'on va lire a été prononcé à Aix-en-Provence, le 20 mai 1894, dans une réunion de la loge les Arts et l'Amitié, pour sa fête annuelle, à laquelle ont pris part des délégations venues de divers Orients.

L'auteur y a joint, en appendices, des documents et des explications qu'il eût été malaisé de faire entrer dans le corps du discours, mais qui ne seront pas sans intérêt pour le lecteur.

LA FRANC-MAÇONNERIE ET LA MAGISTRATURE

EN FRANCE

A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION



Mes FF. .

Après les constatations faites par des historiens tels que Louis Blanc et Henri Martin, c'est presque un lieu commun d'affirmer l'influence de la Franc-Maçonnerie sur le mouvement des esprits qui a préparé la Révolution française. Mais, si le fait est indéniable, il reste encore à expliquer avec précision comment cette influence a pu s'exercer, de quelle façon elle s'est produite et en quoi elle a été efficace.

Pour que la franc-maçonnerie française du dix-huitième siècle ait pu jouer le rôle qui lui a valu les malédictions des tenants de l'ancien régime, il a fallu que, par la qualité de ses adeptes, elle devint l'élite intellectuelle et morale de la nation ; il a fallu aussi que les classes privilégiées fussent représentées dans son sein par les meilleurs d'entre les hommes qui les composaient. Si, en juin 1789, les députés du clergé, puis ceux de la noblesse, se joignirent aux députés du tiers-état pour former l'assemblée nationale, il est à croire que ce fut parce qu'un certain nombre de ces ecclésiastiques et de ces gentilshommes avaient pris dans les loges l'habitude de délibérer avec de simples roturiers sous le niveau de la plus parfaite égalité et dans les sen-

timents de la plus cordiale fraternité. Si la destruction des privilèges féodaux fut l'œuvre de ceux-là mêmes qui en bénéficiaient, c'est parce que l'élan fut donné par quelques-uns des anciens seigneurs qui avaient déjà renoncé à toute supériorité de rang parmi leurs frères ; et l'on peut dire que les renonciations de la nuit du 4 août, commandées par les principes qu'avait propagés la Franc-Maçonnerie, ne furent improvisées qu'en apparence.

Parmi les différentes catégories sociales qui concoururent, avant Quatre-vingt-neuf, à former le personnel de notre ordre, la magistrature peut être signalée pour l'importance de sa participation. Moins nombreuse que le barreau et moins ouverte aux idées nouvelles, elle ne put pas fournir un aussi fort contingent ; mais elle apporta un zèle égal, une coopération non moins active, un prestige plus grand. Son concours fut particulièrement efficace dans le sein même de l'institution et pour l'action extérieure. Les deux principaux livres maçonniques, datant du siècle dernier, eurent pour auteurs des membres de cours souveraines. Deux des réformes capitales que la Révolution n'eut que le temps d'ébaucher, celle de l'institution judiciaire et celle de la loi pénale, furent préparées par des magistrats francs-maçons. De tels ouvriers donnèrent plus de force et d'éclat à l'œuvre commune ; les revendications sorties de nos loges eurent, grâce à eux, plus d'autorité ; et aujourd'hui, quand nous évoquons le souvenir de ces aïeux qui nous ont précédés entre l'équerre et le compas, nous pouvons nous représenter nombre d'entre eux revêtus de pourpre et d'hermine, quelques-uns même assis sur les plus hauts sièges dans les enceintes principales où se rendait la justice.

Pour une telle évocation, aucun lieu ne saurait mieux convenir que cette noble cité, dont l'illustration remonte à deux mille ans, où siégea un des plus renommés parlements de France et qui fut, au siècle dernier, l'un des foyers de la franc-maçonnerie française. L'ancienne capitale de la Provence, dont les annales

sont si riches à tant d'égards, a largement contribué à former le contingent de magistrats francs-maçons que je vais avoir à passer en revue. Honorer leur mémoire est à un double titre, pour moi, un pieux devoir que je suis heureux de remplir. Puissé-je n'être pas trop inférieur à une tâche difficile, en essayant de reconstituer cette galerie d'ancêtres au spectacle de laquelle je vous prie, mes FF., d'accorder votre bienveillante et indulgente attention.

L'histoire de notre institution en France, au siècle dernier, présente deux périodes d'un caractère fort différent : celle qui a précédé la formation du Grand Orient, et celle qui l'a suivie. La première, qui commence avec l'introduction de la Franc-Maçonnerie en France, vers 1725, est la période de germination obscure et de végétation lente. La seconde, qui va de 1773 à 1789, est la période de croissance vigoureuse et rapide, d'efflorescence et de fructification. En Quatre-vingt-neuf, la Franc-Maçonnerie se répand tout entière hors de ses temples : elle disparaît dans la Révolution comme un fleuve dans la mer.

Pendant le trop long règne de Louis XV il fallut, presque jusqu'à la fin, lutter contre la malveillance du pouvoir et contre de louches entreprises. Ignorée d'abord, un instant proscrite, puis tolérée à la condition de se cacher, la franc-maçonnerie française n'avait alors ni sièges fixes, ni archives assurées, ni documents imprimés. Une grande incertitude règne sur le nombre et la consistance des loges au cours de cette période ; fort peu de listes de francs-maçons nous en sont parvenues ; et il nous est impossible, aujourd'hui, de nous faire une idée, même approximative, de ce que fut le personnel des ouvriers de la première heure. La participation de la magistrature ne dut être que fort restreinte en ces temps difficiles. Elle se manifeste, toutefois, par deux personnages dont l'un atteignit à la gloire et dont l'autre fut notre premier écrivain franc-maçon : je veux parler du président à mortier Charles de Secondat, baron de

la Brède et de Montesquieu, et du conseiller Théodore-Henri baron de Tschoudy.

Que Montesquieu fut franc-maçon, c'est ce que prouve un document anglais, remis au jour, il y a peu d'années, par une histoire générale de la Franc-Maçonnerie publiée simultanément à Londres et à New-York. Une gazette de Londres annonçait à ses lecteurs, en septembre 1734, qu'une importante réunion maçonnique venait d'être tenue à Paris, dans l'hôtel de la duchesse de Portsmouth, par le duc de Richmond, assisté du président de Montesquieu et de quelques membres de l'aristocratie anglaise, et que, dans cette réunion, plusieurs personnes de distinction avaient été agrégées à la « très ancienne et très honorable société (1) ». — En 1734, Montesquieu, âgé de quarante-cinq ans, avait une réputation européenne comme auteur des *Lettres persanes*, parues treize ans auparavant ; mais il ne devait faire paraître l'*Esprit des lois* que quatorze ans plus tard. Ayant vendu sa charge au parlement de Bordeaux en 1726, devenu membre de l'Académie française en 1728, il avait ensuite passé quatre ans hors de France, dont une bonne partie en Angleterre ; et c'est là, vraisemblablement, qu'il avait dû se faire recevoir franc-maçon. Il nous apparaît, maintenant, comme un des principaux propagateurs de la Franc-Maçonnerie dans notre pays, comme un de ceux dont l'exemple dut entraîner bien d'autres adeptes et des meilleurs.

Ce serait une étude intéressante, mais qui me mènerait trop loin en ce moment, que de rechercher les traces de l'inspiration maçonnique dans le grand et bel ouvrage qui, après avoir valu à Montesquieu l'admiration de ses contemporains, reste son principal titre devant la postérité. Qu'il me soit permis, du moins, de noter l'avis de cet ancien magistrat, devenu franc-maçon, sur l'institution judiciaire telle qu'il la voyait et telle qu'il la comprenait. Déjà dans les *Lettres persanes*, portant encore le

(1) Gould, *the History of Freemasonry* (1884-1887), vol. V, p. 138.

mortier présidentiel, il avait stigmatisé la vénalité des offices de judicature en mettant en scène le magistrat ayant vendu sa bibliothèque pour payer sa charge et ne regrettant pas ses livres, n'ayant que faire d'une vaine science pour juger (1). Néanmoins, dans l'Esprit des lois, il la déclare bonne pour les états monarchiques, comme étant un moindre mal que le favoritisme et le trafic des influences : le hasard, dit-il, donnera de meilleurs sujets que le choix du prince (2). Mais, quand il se place au point de vue du gouvernement républicain et des lois relatives à la démocratie, il prononce que « le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité », et il fait expressément application de ce principe à la nomination des juges (3). Cette opinion de Montesquieu n'a pas été émise en vain. Lorsque la Constituante mit fin à l'ancien régime, l'élection des juges à tous les degrés devint une réalité jusqu'à l'usurpation napoléonienne ; et la magistrature qui en résulta peut, devant l'impartiale histoire, soutenir avantageusement la comparaison avec celle qui l'a précédée comme avec celle qui l'a suivie (4).

Tschoudy, conseiller au parlement de Metz, eut la passion des voyages. Ayant quitté la France avec une permission du roi, pour pouvoir reprendre plus tard son siège, il séjourna en Italie où il fut persécuté pour avoir publié, en Hollande, une apologie des franc-maçons contre la bulle de Benoit XIV (5). Après avoir visité divers autres pays et traversé bien des péripéties, après avoir éprouvé successivement la faveur souveraine et la disgrâce à la cour de Russie, il revint à Metz où il présida une loge ; puis il vendit sa charge et alla se fixer à Paris en 1765. Très zélé pour la Franc-Maçonnerie, et choqué des abus qui s'y étaient intro-

(1) Lettre LXVIII, Rica à Usbek.

(2) Livre V, chapitre XIX.

(3) L. II, chap. II.

(4) On peut voir, à ce sujet, la démonstration fournie par M. Jeanvrot, alors substitut du procureur général et maintenant conseiller à la cour d'Angers (*La Magistrature*, Paris, Cotillon, Marescq aîné, 1882) et qu'il résume à la page 146.

(5) *Le Vatican vengé* (La Haye, 1752, in-8°).

duits, il voulut la réformer, mais dans un sens aristocratique. C'est à quoi il visa en faisant paraître son livre intitulé *l'Etoile flamboyante*, écrit dans le genre léger et spirituel qui était alors si goûté et qui avait eu sa meilleure expression dans les *Lettres persanes*. Cet ouvrage (1), d'une lecture attrayante et qui fut souvent réimprimé, a été utile à notre institution, bien qu'elle y soit quelque peu défigurée : il en a répandu la connaissance et a dissipé certaines préventions. Tschoudy mourut en 1769, ayant eu son heure de célébrité et laissant une autre œuvre maçonnique de moindre importance, qui fut publiée quelques années après sa mort (2).

Le Grand Orient de France nous apparaît, au milieu de l'année 1773, comme la radicale transformation de la Grande Loge de France qui avait trop longtemps languï sous la grande-maîtrise du comte de Clermont. Alors s'opéra une rénovation profonde qui ne tarda pas à donner à notre ordre, dans notre pays, un développement véritablement merveilleux. Les adeptes affluèrent dans les loges, et les loges se multiplièrent rapidement. L'ancienne organisation n'avait pas pu grouper plus de 164 ateliers : en Quatre-vingt-neuf, le Grand Orient comptait près de six cents loges en activité sur le territoire national, auxquelles s'ajoutaient une quarantaine tant aux colonies qu'en pays étrangers. Alors la Franc-Maçonnerie, en France, ne fut plus seulement tolérée : elle fut agréée par le gouvernement. N'avait-elle pas à sa tête, comme chef nominal, un prince de la famille royale, le

(1) *L'Etoile flamboyante, ou la Société des francs-maçons considérée sous tous ses aspects*. — La première édition, datée de 1766, porte Francfort et Paris comme indication de lieu, avec l'adresse d'un libraire en cette dernière ville. L'ouvrage est en 2 vol. in-12, dont le second est consacré à des appendices. Il est anonyme, mais l'auteur en était bien connu. — Voir la notice sur Tschoudy, dans la Biographie faisant suite au *Précis historique de l'ordre de la Franc-Maçonnerie depuis son introduction en France jusqu'en 1829*, par J.-C. B*** (Besuchet) dont l'auteur fut membre du G. O. (2 vol. in-8°, Paris, Rapilly, 1829).

(2) *Développement des abus introduits dans la Franc-Maçonnerie*. 2 éditions, Paris, 1780 et 1781, 1 vol. in-12.

duc de Chartres qui devint ensuite duc d'Orléans ; et, comme chef réel, le duc de Montmorency-Luxembourg, pair et premier baron chrétien de France ? Aussi le Grand Orient put-il s'installer ostensiblement, à Paris, dans un vaste immeuble précédemment occupé par le noviciat des jésuites. Il put désormais faire imprimer ses actes, les circulaires qu'il adressait à ses ateliers, les listes de ses membres, où se lisaient des noms d'hommes des plus marquants ; il fit même paraître un recueil périodique, qui est aujourd'hui la meilleure source où nous puissions puiser pour l'histoire maçonnique de cette époque. Et les loges, à leur tour, ne manquèrent pas de recourir à l'imprimerie, là où elle ne faisait pas défaut, pour multiplier et conserver d'importants morceaux d'architecture et les tableaux de leur personnel.

Il s'en faut de beaucoup, malheureusement, que tous ces documents aient été conservés. La plupart des archives furent dispersées, soit pendant la période révolutionnaire, soit lors de la terreur blanche. Il n'est donc possible, actuellement, de reconstituer que d'une manière approximative le personnel de notre ordre pendant les seize années qui ont précédé la Révolution, notamment en ce qui concerne la participation de la magistrature. D'autre part, c'eût été un travail d'une longueur et d'une difficulté extrêmes que de rechercher, dans l'ensemble des documents qui subsistent, la trace des magistrats de tous les degrés qui furent alors francs-maçons ; et le compte rendu de telles recherches eût excédé, de beaucoup, les limites qui me sont présentement assignées. J'ai donc borné mes investigations, et c'était déjà une bien lourde tâche, aux villes où siégeaient des parlements ou des conseils souverains. Il m'a fallu laisser en dehors de mon cadre des villes comme Lyon, Marseille, Montpellier, Poitiers, Nantes, Caen, Lille, où la Franc-Maçonnerie était florissante, qui possédaient des tribunaux fort importants, et qui auraient pu, certainement, nous donner un appoint considérable. Ne pouvant remettre au jour le corps entier, j'ai du moins essayé de faire émerger la tête des ombres de l'oubli. Je puis cependant noter comme

indication générale que, d'après le « Tableau alphabétique des loges de la correspondance du G. . . O. . . de France » pour 1789, cinq ateliers de Paris et quarante-et-un de province étaient présidés par des magistrats de diverses juridictions.

A la fin de l'ancien régime, la plus haute juridiction de droit commun était représentée par treize parlements et trois conseils souverains. Les parlements, énumérés par ordre d'ancienneté, avaient leurs sièges respectifs, savoir : à Paris, à Toulouse, à Grenoble, à Bordeaux, à Dijon, à Rouen, à Aix, à Rennes, à Pau, à Metz, à Besançon, à Douai, à Nancy. Je néglige le parlement de Trévoux, dont le ressort n'était guère que celui d'un de nos actuels tribunaux d'arrondissement. Les trois conseils souverains étaient ceux de Perpignan, de Colmar et de Bastia. Bien que le conseil du roi, par l'organe de l'une de ses sections, appelée conseil d'Etat ou conseil des parties, exerçât parfois, au regard des arrêts rendus par les parlements ou conseils souverains, le rôle aujourd'hui dévolu à la Cour de cassation, ses membres, conseillers d'Etat et maîtres des requêtes, n'étaient pas considérés comme faisant partie de la magistrature proprement dite, n'achetant point leur charges et n'étant point inamovibles.

Des seize villes que je viens d'énumérer comme sièges de cours souveraines, une seule n'a pu me donner aucun nom de magistrat franc-maçon : c'est Perpignan, où cependant quatre loges existaient en Quatre-ving-neuf. Toutes les autres nous fourniront des contingents plus ou moins abondants, parmi lesquels nous en verrons d'extrêmement remarquables. Je vais les parcourir en commençant par la ville où je parle et en procédant par ordre géographique, sauf pour Paris qui doit être mis à part et où je terminerai ce tour de France, à la fois maçonnique et parlementaire.

Le parlement de Provence, séant à **Aix**, était une nombreuse compagnie ayant à sa tête dix présidents, dont un remplissait les fonctions de premier en vertu d'une commission révocable,

donnée par le roi. Il comptait cinquante-quatre conseillers. Son parquet comprenait trois avocats généraux, dont un ayant titre de premier, un procureur général et quatre substitués : le procureur général n'avait rang qu'après le premier avocat général. — A côté du parlement siégeait une autre cour, ayant des attributions spéciales et une juridiction d'exception, rendant aussi des sentences en dernier ressort, de véritables arrêts : c'était la cour des Comptes, Aides et Finances de Provence. Elle comptait quarante-huit magistrats, savoir : six présidents, y compris le premier ; trente-sept conseillers ; deux avocats généraux, un procureur général et trois substitués (1). — Des démêlés séculaires avaient divisé ces deux cours, dont les ressentiments influaient même sur les relations de société, à ce point que les membres de l'une ne frayaient pas avec ceux de l'autre. La fraternité maçonnique, seule, put les rapprocher au moment où leurs campagnes allaient disparaître.

La Franc-Maçonnerie prit pied à Aix en 1762, par la fondation de la loge de l'Étroite Persévérance, qui reçut son titre constitutif d'une loge écossaise existant depuis une dizaine d'années à Marseille sous la dénomination de la Prudence. Quatre ans après, il s'en fonda une seconde, la loge des Amis réunis, constituée par la Grande Loge de France. En 1768, ces deux loges se réunirent en une seule, sous le titre distinctif de l'Étroite Persévérance des Amis réunis, avec cette devise : *Vis unita fortior* (1). La loge de la Prudence ayant fusionné elle-même avec la loge Saint-Jean d'Écosse de Marseille, laquelle s'intitula Mère Loge Écossaise de France, celle-ci, en 1770, délivra à l'Étroite

(1) Pour les deux cours souveraines séant à Aix, voir : 1° *Essais historiques sur le parlement de Provence*, par Prosper Cabasse, conseiller à la cour royale d'Aix (Paris, Pihan-Delaforest, 1826, 3 vol. in-8°) *passim* ; 2° Pascalis, *Étude sur la fin de la constitution provençale*, par Charles de Ribbe, avocat du barreau d'Aix (Paris, Dentu, — Aix, Pardigon, — Marseille, Makaire et Deleuil, 1854, un vol. in-8°), pp. 345 et suiv.

(1) Les registres des procès-verbaux de cette loge, depuis le 22 mai 1768 jusqu'au 24 juin 1789, sont actuellement aux archives de la loge les Arts et l'Amitié, à Aix.

Persévérance des Amis réunis un nouveau titre constitutif qui lui imprimait définitivement le caractère écossais. Avant la fusion des deux loges aixoises, l'Etroite Persévérance avait pour vénérable un magistrat qui fut un franc-maçon très zélé et très persévérant, le F. . de Duranti de la Calade père, d'abord conseiller, puis président à la Cour des Comptes, qui fut ensuite, à deux reprises, vénérable de l'Etroite Persévérance des Amis réunis, et que nous allons retrouver sous la bannière du Grand Orient. Aussitôt après la fusion, l'atelier renforcé élut pour vénérable un avocat âgé de vingt-deux ans, auquel était réservé le plus brillant avenir, le F. . Portalis. Plus tard, cette loge eut sur ses colonnes plusieurs magistrats, notamment le F. . de Duranti de la Calade fils, conseiller à la cour des Comptes, et deux parlementaires, le conseiller de Méri, comte de la Canorgue, et l'avocat général de Magallon.

Avant que la juridiction du Grand Orient s'implantât à Aix, quelques autres groupements maçonniques s'y formèrent, mais durèrent peu : d'abord une loge clandestine, dite de Calissanne, puis les Amateurs de la Vertu, puis la Réunion, puis enfin l'Amitié. Cette dernière fut constituée en 1772 par une loge de Bordeaux, dénommée aussi l'Amitié et relevant de la Grande Loge de France, qui fut ensuite reconstituée par le Grand Orient. L'Amitié aixoise, fille de l'Amitié bordelaise, eut pour vénérable l'avocat Espariat qui fut plus tard maire d'Aix. Deux ans après sa fondation, en 1772, les FF. . la composant entraient, en masse, dans l'Etroite Persévérance des Amis réunis, de laquelle le F. . Espariat devenait vénérable en 1776. C'est cependant du groupe ainsi absorbé par l'écossisme que vint le revirement qui changea la physionomie de la franc-maçonnerie aixoise et lui donna un nouvel essor.

En 1781, la plupart des anciens membres de l'Amitié s'adressèrent au Grand Orient pour faire revivre leur loge sous ses auspices et la faire participer à la force d'impulsion dont il était le générateur. Le titre constitutif, daté du 8 novembre de cette

même année, rappelait les travaux commencés en 1772, c'est-à-dire la constitution première par la loge de Bordeaux. La loge de l'Amitié, ainsi rétablie, se trouva, au bout de deux ans, assez forte et assez influente pour prendre l'initiative de la fondation d'une Grande Loge Provinciale, conformément aux vues et aux conseils décentralisateurs du Grand Orient. En 1784, un congrès des loges de la province se réunit à Aix dans le local de l'Amitié, conclut l'accord et prit les dispositions nécessaires ; puis, dans le cours de la même année, la Grande Loge provinciale de Provence, séant à Aix, fut constituée par le Grand Orient et commença à fonctionner. L'année suivante, deux nouvelles loges se formaient à Aix, toujours sous les auspices du Grand Orient : la Réunion des Vrais Amis et le Choix des hommes libres. — Avec cette organisation nouvelle, nous voyons s'augmenter considérablement le contingent maçonnique de la magistrature aixoise : il nous apparaît dès lors dans la loge l'Amitié et dans la Grande Loge Provinciale.

Le tableau manuscrit des fondateurs de l'Amitié, qui est de 1781 et où l'âge de chacun est mentionné, nous présente six magistrats du parlement et trois de la cour des Comptes : ce sont tous des hommes jeunes. Le vénérable est l'avocat général d'Eymar de Montmeyan, âgé de 30 ans. Le premier surveillant est le conseiller d'Alphéran de Bussan, âgé de 32 ans. Viennent ensuite quatre autres conseillers au parlement, d'Allard de Néoules, âgé de 32 ans, de Garidel, âgé de 28 ans, de Barrigue de Fontainieu, âgé de 24 ans ; puis trois conseillers à la cour des Comptes, de Bourgerel de Fontienne, âgé de 26 ans, de Moriès, âgé de 22 ans, de Solliers, âgé de 30 ans. Sur ce même tableau figurent aussi deux magistrats de la sénéchaussée : Lange de Saint-Suffren, lieutenant criminel, et Fabry, avocat du roi.

Nous n'avons pas le tableau de l'année suivante : mais, par celui de 1783 qui lui donne la qualification d'ex-maître, nous savons que le conseiller d'Alphéran a été vénérable en 1782. Ce tableau de 1783, où le conseiller de Garidel figure comme premier

surveillant, et l'avocat général de Montmeyan comme orateur, présente quatre nouveaux noms de magistrats : de la Beaume, conseiller-clerc au parlement, d'Eguilles, président à la cour des Comptes, de Mérendol, conseiller à la même cour, Tronc d'Ayguebelle, lieutenant particulier en la sénéchaussée.

Sur le tableau de 1784 paraissent quatre magistrats venus de l'Étroite Persévérance des Amis réunis, les FF. . de Duranti de la Calade père et fils, de Méri de la Canorge et de Magallon. Nous y voyons en outre, comme noms nouveaux, d'Arquier de Beaumelle et de Lisle-Grandville, conseillers au parlement, de Peiras et de Pochet, conseillers à la cour des comptes, Audier, lieutenant général civil en la sénéchaussée.

Sur le tableau de 1785 le conseiller de Barrigue de Fontainieu est vénérable; et nous voyons paraître un autre conseiller-au parlement, Dedons marquis de Pierrefeu. Sur celui de l'année suivante, le dernier que nous ayons, Barrigue de Fontainieu est encore vénérable; et, comme nom nouveau, nous voyons de Mazenod, président à la cour des Comptes (1). Par le Tableau alphabétique du G. . O. . pour 1789, nous savons que de Barrigue de Fontainieu présidait encore la loge l'Amitié à cette époque.

Pour ce qui est de la Grande Loge Provinciale, il nous est parvenu un recueil imprimé de ses premiers actes, contenant aussi, avec ses statuts, le tableau de son personnel en 1785. Les magistrats précédemment nommés s'y retrouvent presque tous, à des titres divers, au nombre de vingt : il n'en manque que trois.

Tel est, en l'état des documents que j'ai pu compiler, le contingent de la magistrature aixoise dans la Franc-Maçonnerie à la veille de la Révolution. Je me reprocherais de ne pas y joindre deux avocats francs-maçons dont la double carrière présente un frappant parallélisme, qui furent ensemble membres de la loge

(1) V. ci-après à l'appendice A : 1° la liste récapitulative des magistrats du parlement et de la cour des Comptes ayant fait partie de la loge de l'Amitié, 2° la reproduction du tableau de cette loge en 1784.

de l'Amitié et qu'attendaient de grandes destinées : je veux parler de Portalis et de Siméon. Nés à trois ans d'intervalle, émules sans être rivaux, ils étaient rapidement arrivés au premier rang du barreau. Portalis, le plus âgé, avait été appelé par une double élection à occuper, pendant deux ans, le poste fort important d'assesseur d'Aix, qui donnait la haute main sur la partie économique de l'administration provinciale : Siméon occupa ce même poste, deux ans après et pendant une même période. Grâce à la Révolution, ils devaient parvenir, l'un et l'autre, aux plus hauts postes de l'Etat. Portalis avait précédé, de beaucoup, Siméon dans la carrière maçonnique, où nous l'avons vu figurer avec éclat dès 1768 : en 1784, il était l'un des trois orateurs de l'Amitié. Siméon, l'année suivante, le remplaçait dans cet office. C'est ainsi que ces deux hommes illustres nous apparaissent associés dans nos fastes maçonniques, de même que nous voyons leurs statues décorer ensemble l'entrée principale de notre palais de justice.

Quittant Aix, et avant de remonter vers le nord, nous devons jeter un coup d'œil sur l'île de Corse, que la Révolution trouva réunie à la France depuis vingt ans à peine et qui se rattache naturellement à la Provence. A **Bastia**, qui était alors le chef-lieu judiciaire et administratif, la loge de la Parfaite Union avait été constituée par le Grand Orient en 1774. Des tableaux manuscrits de cette loge nous montrent en 1777 et 1778, comme membre d'honneur, le F. . Dangé, premier président du conseil supérieur, et, comme membres ordinaires, deux conseillers de cette même cour. Dix ans plus tard, en 1787 et 1788, c'est un nouveau premier président, le F. . Gautier, qui figure parmi les membres reçus ou agrégés, la catégorie des membres d'honneur ayant disparu.

A **Grenoble** comme à Aix siégeaient un parlement et une cour des Comptes, Aides et Finances. Le Grand Orient y avait

deux ateliers : la loge de la Bienfaisance et de l'Egalité, et la loge de la Parfaite Union. Pour le personnel de celle-ci nous n'avons aucun document : nous en avons, au contraire, de fort intéressants pour le personnel de celle-là.

En 1767, à raison du discrédit où était tombé la Grande Loge de France, un premier groupe de francs-maçons grenoblois s'était adressé à la Grande Loge d'Angleterre, qui lui délivra un titre constitutif. Telle est l'origine de la loge de l'Egalité qui, en 1778, prit l'attache du Grand Orient et fut constituée à nouveau par lui. Sur le tableau manuscrit joint à la demande adressée au Grand Orient figure un conseiller au parlement, le F. : d'Yze. Le barreau dominait dans cette loge : sur son tableau manuscrit de 1780 les six premiers officiers sont des avocats au parlement. En 1782 et 1783, les tableaux imprimés nous montrent, comme premier surveillant puis comme orateur, un avocat général au parlement, le F. : Sayoye de Rollin : on y voit aussi figurer deux autres magistrats, le F. : Chabert de Fondville, maître aux Comptes, et le F. : Allemand Dulauron, procureur du roi près le siège de police.

En 1780, le Grand Orient constitua à Grenoble, sous le titre distinctif de la Bienfaisance, une nouvelle loge parmi les fondateurs de laquelle étaient deux présidents à mortier, le marquis de Barral de Montferrat, occupant le poste d'orateur, et de Lacoste de Bouquéron. Les renseignements font ensuite défaut jusqu'à la fusion de cette loge avec l'Egalité, qui eut lieu au cours de l'année 1784.

Sur le premier tableau imprimé de la Bienfaisance et l'Egalité, qui est de 1785, la magistrature est largement et brillamment représentée. Le président de Barral de Montferrat est vénérable ; l'avocat général Savoye de Rollin, premier surveillant ; le conseiller au parlement La Salcette, second surveillant. Viennent ensuite : le marquis de la Croix-de-Sayve, président à mortier ; les FF. : de Besson et baron de Barral, conseillers au parlement ; le F. : de Chalvet, ancien conseiller ; deux présidents à la

cour des Comptes, les FF. . d'Hugues et de Véronne ; deux conseillers à la même cour, Chabert de Fondville et Benoît-Dupérier ; puis le F. . Allemand Dulauron, déjà nommé, et le F. . Serret, procureur du roi en la sénéchaussée de Montélimar (1). — Les tableaux de 1786, 1887 et 1789 reproduisent à peu près le même personnel judiciaire : sur le dernier se remarque un nom nouveau, celui du comte de Vourey, conseiller au parlement.

Le F. . de Barral de Montferrat resta jusqu'à la fin vénérable de cette importante loge. Il fut un des hommes les plus marquants du Dauphiné. Reçu conseiller en 1764, il devint président en 1769. En 1787, il fut député à Versailles par le parlement dont il était membre, pour soutenir ses doléances. Maire de Grenoble en Quatre-vingt-neuf, il fut, en 1791, élu par le département de l'Isère juge au tribunal de cassation : c'est même le seul ancien parlementaire qui ait été l'objet d'une telle élection. Député au Corps législatif en 1804, il fut, en 1808, nommé premier président de la cour impériale de Grenoble. En 1815, comme suprême honneur, il fut arraché à son siège de magistrat inamovible par le gouvernement de la Restauration.

La franc-maçonnerie grenobloise, dirigée par de tels hommes et par d'autres qui représentaient dans son sein l'élite de la noblesse d'épée et du tiers-état, eut son rôle, comme inspiratrice, dans les événements qui furent, en Dauphiné, les prodromes de ceux qui allaient mettre fin à l'ancien régime. Elle fit l'accord et l'union des classes. Elle prit part, dans une large mesure, à l'assemblée de Vizille et à celle de Romans, où l'on vit, en juillet et septembre 1788, les trois ordres délibérer ensemble, devant d'une année la réunion qui devait se faire à Versailles dans la salle des Menus ; et c'est là que fut réclamée une assemblée

(1) V. ci-après, à l'appendice B, la reproduction de ce tableau d'après la pièce imprimée qui est aux archives du Grand Orient.

nationale en remplacement des Etats-Généraux. Grâce à elle se leva, sur les Alpes, l'aurore de la Révolution.

A **Besançon** nous trouvons la grande robe encore plus largement représentée dans deux ateliers relevant du Grand Orient, la loge de la Sincérité et la loge de la Parfaite Egalité. En ce qui les concerne, nous sommes renseignés, non seulement par quelques tableaux de leur personnel, mais encore par une publication due à la loge actuelle de Besançon et datant de 1859, dans laquelle se trouvent reproduits, à partir de 1764, d'intéressants extraits empruntés aux livres d'architecture des différentes loges qui ont existé dans cet orient (1).

La Sincérité avait été constituée par la Grande Loge de France dès avant 1764. En cette année, nous la voyons élire pour grand-maître et protecteur perpétuel (nous dirions aujourd'hui vénérable d'honneur) le F.°. de Lacoré, intendant du comté de Bourgogne. Elle fut reconstituée par le Grand Orient, en 1777, par application de la mesure générale qui avait soumis à une révision le personnel de toutes les anciennes loges rattachées à l'organisation nouvelle. — La Parfaite Egalité, qui datait aussi du temps de la Grande Loge de France, mais qui paraît être venue après la Sincérité, fut reconstituée en 1778. Entre temps, une troisième loge s'était formée sous les auspices du Grand Orient et avait été constituée en 1776; mais elle fusionna en 1786 avec la Sincérité, ne laissant que peu de traces de son existence séparée.

Le premier tableau que nous ayons de la Sincérité, qui est manuscrit et qui date de 1775, présente deux magistrats du parlement comme ayant été antérieurement vénérables de l'atelier, le conseiller Tharin, âgé de 34 ans, et le conseiller Maire de Boulignez fils, âgé de 27 ans. On y voit figurer, en outre, six

(1) *Historique de la Franc-Maçonnerie à l'orient de Besançon depuis 1764*. Paris, imprimerie du F.°. Lebon, 1859, in-8° de 197 pages.

autres conseillers au parlement, les FF. de Bouclaus, Maire de Bouligneux père, Oyselet de Legnia, Coquelin de Morez, de Saint-Vaudelin et Dunod de Chamage ; le F. de Rozières, président honoraire, et le F. de Camus, ancien conseiller-clerc ; le F. Monniotte, conseiller au présidial ; le F. Bureau du Persil, lieutenant criminel au bailliage de Vesoul ; et le F. Marmet, conseiller au bailliage de Salins. — En 1778, nous voyons comme membres nouveaux, un conseiller-clerc au parlement, le F. de Charmoille ; six conseillers laïques, les FF. Hugon d'Augicourt, de Voisey, Jeannot de Courchatton, Joly de Mantôche, Seguin et Sanderet ; l'ancien avocat général d'Annoires (1). — En 1779 et en 1784, viennent s'ajouter les FF. Arnoux de Pirey, conseiller, et Bouhelier d'Audelange, avocat général au parlement.

De la Parfaite Egalité nous avons quatre tableaux manuscrits, pour les années 1779, 1780, 1781 et 1784. Nous y voyons trois présidents à mortier, les FF. marquis de Chaillot, de Maréchal comte de Vezet, et d'Olivet baron de Choye ; sept conseillers, les FF. Alvizet, Damey de Saint-Bresson, Guillemain de Vaire (intendant à Saint-Domingue), Maréchal de Longeville (grand maître des salines), de Masson marquis d'Autume, Masson de la Bretenière et Varin de Fresne ; trois conseillers honoraires, les FF. de Camus marquis de Filain, Mongenet de Jamey et Renard ; un avocat général, le F. Bergeret ; deux substituts du procureur général, les FF. Humbert et Perroux. Ce serait presque, aujourd'hui, le personnel complet d'une cour d'appel.

Ces magistrats paraissent avoir été de fort zélés francs-maçons, à en juger par les offices que quelques-uns d'entre eux occupaient dans l'une ou l'autre loge. A la Parfaite Egalité, le conseiller honoraire Renard était vénérable en 1779 ; l'avocat général Bergeret l'était en 1780 et 1783. A la Sincérité, les

(1) V. ci-après, à l'appendice C, la reproduction de ce tableau d'après la pièce manuscrite qui est aux archives du Grand Orient.

conseillers Tharin et Maire de Boulignez fils, déjà vétérans à la fleur de l'âge, se succédèrent plus d'une fois à la présidence. A la tenue du 24 juin 1777, jour de la fête solsticielle d'été, Maire de Boulignez, vénérable sortant, installait son successeur qui était Tharin. Ils prononcèrent deux discours qu'il y a, aujourd'hui encore, intérêt et profit à relire. De celui de Maire de Boulignez je détache ce passage qui fait ressortir le caractère d'universalité, je pourrais presque dire la catholicité, de notre institution :

« Au lieu de rester étrangers les uns aux autres, séparés par la différence des devoirs, des états, des conditions, la Maçonnerie s'est réservé de faire revivre parmi les hommes cette union pour laquelle ils furent créés. Elle franchit les espaces, elle rapproche les distances et, d'un bout de l'univers à l'autre, elle ne forme qu'un peuple de frères (1) ».

Et j'emprunte au discours de Tharin ces quelques lignes où est si bien marqué le rôle moralisateur de Franc-Maçonnerie :

» Que venons-nous faire en loge ? Elever des temples à la vertu et creuser des cachots pour les vices. Le but de notre institution est dans la pratique des vertus et l'horreur du vice : les lois divines et humaines nous enseignent et nous prescrivent les mêmes principes. Par notre agrégation dans l'ordre maçonnique, nous contractons des obligations plus étroites s'il est possible de les pratiquer ; ou pour mieux dire nous nous rassemblons dans nos temples pour nous exciter aux vertus par les discours et les exemples. » (2)

Sur la loge de la Sincérité se greffa, en 1777, une de ces loges d'adoption dont la vogue fut si grande à l'époque dont nous nous occupons et au moyen desquelles des dames, ordinairement femmes ou proches parentes de francs-maçons, pouvaient prendre part, avec leurs maris ou leurs parents, à des réunions où

(1) Historique de la Franc-Maçonnerie à l'orient de Besançon, p. 45.

(2) Eod. p. 47

les formes maçonnique étaient quelque peu imitées. Sur le tableau de 1778 la liste des SS. : suit celle des FF. : . On y voit une présidente et quatre conseillères, portant des noms que nous avons déjà rencontrés dans le personnel masculin. En tête figure, avec le titre de grande-maîtresse, la S. : de Lacoré, dont nous avons vu le mari élu grand-maître quatorze ans auparavant. Les intendants d'alors étaient moins mobiles que les préfets d'aujourd'hui ; on leur laissait le temps de bien connaître les provinces dont l'administration leur était confiée ; et, quand parmi eux se rencontrait un Turgot, il pouvait tracer largement son sillon.

A **Dijon**, le Grand Orient avait trois loges originaires constituées par la Grande Loge de France. C'étaient, par ordre d'ancienneté : la Parfaite Amitié, la Concorde, les Arts réunis sous Saint-Luc. Les renseignements font défaut pour le personnel de cette dernière. Pour la Parfaite Amitié nous n'avons que deux tableaux manuscrits se rapportant aux années 1779 et 1788, sur le premier desquels figure un seul magistrat, le F. : Raudot, substitut du procureur général au parlement. Mais nous sommes mieux renseignés sur la Concorde, où nous trouvons un important élément judiciaire.

Pour cette loge nous n'avons pas moins de trois tableaux manuscrits et de cinq tableaux imprimés. Sur le plus ancien, qui n'est pas daté, et sur le second, qui est de 1774, ne figure aucun magistrat. Sur les six autres, qui vont de 1777 à 1783, je relève cinq présidents ou anciens présidents au parlement les FF. : Richard de Ruffey, Esmonin de Dampierre, de Laloge de la Fontenille, Fardel de Daix et de Macheco marquis de Premeaux ; cinq conseillers au parlement, les FF. : Devoyo de Champrenault, Constantin-Surjon, Calon, Forest et Cottin de Joncy ; quatre conseillers maîtres en la chambre des Comptes, les FF. : Ligier, Laureau de Laveault, Ranfer de Bretenière et Cocquard ;

enfin le F. . Raviot, vicomte maître, lieutenant général de police de la ville de Dijon. (4)

L'élément judiciaire paraît avoir eu la prépondérance dans la loge de la Concorde à partir de 1780 ; car, sur le tableau de cette année et sur les suivants, on voit les principaux offices remplis habituellement par des magistrats. Le conseiller Devoyo de Champrenault y figure comme vénérable pendant les quatre années ; et nous savons par le tableau alphabétique du Grand Orient qu'il l'était encore en 1785 et 1789.

Comme à Besançon, nous nous rencontrons ici une loge d'adoption, dont le tableau de la Concorde pour 1783 nous fait connaître la composition. La S. . de Macheco marquise de Premeaux en était la grande maîtresse ; la S. . Raviot, vicomtesse maître, en était la grande inspectrice. On voit aussi figurer sur la liste la S. . Devoyo de Champrenault, la S. . Fardel de Daix, la S. . Ranfer de Bretenière et deux dames Macheco, l'une comtesse de Macheco, l'autre comtesse de Thesut.

A **Colmar**, c'est une autre loge de la Concorde qui porte les couleurs du Grand Orient, par qui elle a été constitué en 1777. Celle-ci est peu importante par le nombre, car au bout de dix ans elle ne compte pas plus de vingt-huit membres. Mais il semble que la qualité y supplée à la quantité. Les deux seuls tableaux qui subsistent, l'un de 1777, l'autre de 1787, nous montrent la prépondérance acquise à l'élément judiciaire représenté par huit conseillers au conseil souverain d'Alsace. Ce sont les FF. . Payen de Montmor, Queffemme, Gérard, conseiller-clerc, de Boug d'Aschwiller, de Poirot, de Munch, de Michelet et de Zaiguelius (2). Cette loge paraît avoir toujours été présidée par un conseiller. Le F. . Payen de Montmor figure comme vé-

(1) V. ci-après, à l'appendice *D*, la reproduction du tableau de 1783 d'après la pièce imprimée qui est aux archives du Grand Orient.

(2) V. ci-après à l'appendice *E*, la reproduction de ce tableau d'après la pièce imprimée qui est aux archives du Grand Orient.

néritable en 1777 ; et nous savons qu'il l'était encore en 1789. Le tableau de 1787 montre que, dans l'intervalle, il n'avait eu d'autres remplaçants que les FF. . de Michelet et Queffemme.

A **Nancy** comme à Dijon le Grand Orient avait trois loges. Une seule, Saint-Jean de Jérusalem, datait de la Grande Loge de France. Etaient venues s'y ajouter : Saint-Louis-Saint-Philippe-de-la-Gloire, constituée en 1775, et l'Auguste Fidélité, constituée en 1777. En Quatre-vingt-neuf, nous voyons, par le Tableau alphabétique du Grand Orient, ces trois loges présidées par trois magistrats : Saint-Jean de Jérusalem par le F. . de Metz, substitut du procureur général au parlement ; Saint-Louis-Saint-Philippe-de-la-Gloire, par le F. . Magny, conseiller à la cour des Comptes ; l'Auguste Fidélité, par le F. . de Beyerlé, conseiller au parlement.

Nous ne sommes bien renseignés que sur Saint-Jean de Jérusalem, dont nous avons quatre tableaux manuscrits pour 1777, 1786, 1787 et 1788, sur chacun desquels le F. . de Metz figure comme vénérable, et où ne paraît qu'un autre magistrat, le F. . Hussenot, conseiller au présidial.

Pour Saint-Louis-Saint-Philippe-de-la-Gloire, nous avons seulement le tableau imprimé de 1788, sur lequel, avec le F. . Magny déjà vénérable, on voit le F. . Cœury, conseiller au bailliage.

Pour l'Auguste Fidélité nous n'avons pas de vrai tableau, mais la liste envoyée au Grand Orient en 1777 pour faire constituer la loge, liste sur laquelle figurent, outre le F. . de Beyerlé qui est placé en tête : le F. . de Perrin, président à mortier ; le F. . Anthoine, chanoine de la cathédrale et en même temps conseiller au parlement ; le F. . d'Hume, conseiller maître des Comptes ; le F. . Collerel, avocat général au parlement ; le F. . de Maudhuy, avocat général à la chambre des Comptes ; le F. . Mengin de la Neuville, lieutenant général au bailliage et au siège présidial ; soit en tout sept magistrats. D'autre part, sur les tableaux

alphabétiques que le Grant Orient a insérés dans son recueil périodique ou a fait imprimer autrement, nous voyons le F. : de Beyerlé figurer constamment comme vénérable de cette loge jusqu'à la fin de la période qui nous occupe. On peut donc admettre que l'Auguste Fidélité fut essentiellement une loge parlementaire et que l'élément judiciaire y fut toujours important.

Par la longue durée de son vénérat, Beyerlé semble avoir été un remarquable chef de loge, un éminent éducateur d'hommes, un très zélé distributeur de cet enseignement dont le symbolisme augmente la puissance. Tel aussi il nous apparaît par ses écrits qui font de lui une des principales figures de notre galerie des ancêtres. En 1782, il prit part au convent général tenu à Wilhemsbad sous la présidence du duc Ferdinand de Brumswick, réuni pour déterminer l'essence de la Franc-Maçonnerie, en fixer les véritables origines, en préciser le but et lui préparer une commune organisation, mais qui réussit médiocrement. Beyerlé en publia, sous un titre latin (1), un compte rendu critique, écrit en français, qui est en quelque sorte la préface de l'ouvrage plus important qu'il fit paraître en 1784 sous le titre d'Essai sur la Franc-Maçonnerie (2). Ce livre est un traité magistral qui rappelle, par son ordonnance générale, le grand ouvrage de Montesquieu. Comme Tschoudy, Beyerlé procède de cet illustre devancier, mais il ne tente pas de reprendre la plume légère qui écrivit les *Lettres persanes* : son style, parfois grave, est toujours sérieux, sans avoir l'emphase déclamatoire qui commence à être en faveur.

(1) *De conventu generali Latomorum apud aquas Wilhelminas propé Hanauviam* (s. l. n. d.) in-8° — Ce livre, devenu extrêmement rare, se trouve à la bibliothèque du Grand Orient.

(2) En voici l'intitulé complet : *Essai sur la Franc-Maçonnerie, ou du but essentiel et fondamental de la F. : M. :., de la possibilité et de la nécessité de la réunion des différents systèmes ou branches de la M. :., du régime convenable à ces systèmes réuvis, et des lois M. :.* — L'ouvrage est en 2 volumes in-8°, daté de 1784, avec l'indication fictive de Latomopolis comme lieu de publication. Il fut réimprimé en 1788. — Il est anonyme comme le précédent ; mais il n'est pas douteux que Beyerlé en soit l'auteur : nous avons à cet égard le témoignage formel de Besuchet (v. le *Précis historique*, déjà cité, à la *Biographie*, v° Beyerlé).

Beyerlé établit les principes ; il déduit les conséquences ; il précise les règles à instituer et à suivre pour le groupe fondamental, puis pour des groupements successifs devant former une hiérarchie savante, mais bien compliquée. Ne tenant pas assez compte des différences ethniques, de la variété des climats, des traditions et des mœurs, il voudrait, pour la Franc-Maçonnerie entière, une organisation commune et uniforme s'étendant à tout le monde civilisé. Peut-être y a-t-il, dans ce livre, un peu trop d'utopie, ce qui est le travers des esprits généreux : mais il y a certainement des vues ingénieuses et même profondes, de sages conseils, d'utiles directions. Deux citations feront juger du mérite de l'œuvre et de sa portée.

Les trois termes qui allaient être bientôt groupés avec une légère interversion pour former la triple devise, Fraternité, Liberté, Egalité, sont mis en relief et succinctement commentés par l'auteur, qui en montre la mise en pratique par les francs-maçons. Et il conclut ainsi :

« Frères, libres, égaux par la nature, les uns déposent dans le vestibule du temple le prestige de la naissance, le clinquant des dignités, la morgue du pouvoir ; les autres y prennent une noble assurance, une confiance honorable et le glorieux souvenir de leur véritable existence. De cette précieuse égalité déflue tout le bien qu'opère la Franc-Maçonnerie (1). »

Veut-on voir les magistrats indignes flagellés par un magistrat franc-maçon ? Voici ce qu'en dit Beyerlé :

« Si tous les M. . remplissaient avec zèle, avec exactitude, les devoirs qui leur sont prescrits par les lois M. les souverains y trouveraient des magistrats sans cesse occupés du bonheur de l'Etat et animés chaque jour de plus en plus du zèle le plus actif pour remplir avec dignité les devoirs respectables que leur impose la confiance de leurs maîtres... Ils n'y trouveraient pas de ces soi-disant magistrats qui, sur le trône de la justice,

(1) T. I, p. 242.

réparent le sommeil d'une nuit consacrée à Vénus, à Bacchus ou au dieu Jeu... Ils n'y trouveraient pas des êtres ignorants, demandant, obtenant ou achetant des offices de magistrature dont ils ne sont pas honorés, et qu'ils déshonoreraient (1). »

A **Metz**, l'exemple de Tschoudy ne paraît pas avoir entraîné beaucoup de magistrats du parlement dont il fut membre, à en juger par le peu de documents qui sont restés.

De la loge de Saint-Jean, qui datait de 1761, nous avons deux tableaux imprimés, l'un de 1786, l'autre de 1788. Sur les deux figure, comme vénérable, un conseiller au bailliage, le F. . Bourgeois, qui en 1788 était aussi membre de l'assemblée provinciale; et nous savons par le tableau alphabétique, que son vénérat se prolongeait encore en Quatre-vingt-neuf. Un président à mortier, le F. . de la Salle d'Angerville, était premier surveillant en 1786. L'année suivante, un deuxième conseiller au bailliage, le F. . Georges, figure parmi les membres.

L'autre loge messine était tard-venue et datait de 1787. Son unique tableau, qui est manuscrit, ne porte qu'un seul magistrat, le F. . Verdun, avocat du roi, qui figure comme vénérable.

A **Douai** n'existait qu'une loge du Grand Orient, Saint-Jean d'Ecosse de la Parfaite Union, dont nous avons seulement le tableau pour 1784. Aucun magistrat du parlement de Flandre n'y figure; mais nous y trouvons, comme second surveillant et comme orateur, les FF. . Plouvain et Auger Dusavoir, tous deux conseillers à la gouvernance de Douai, c'est-à-dire au bailliage à compétence étendue ayant son siège en cette ville (2).

(1) T. I, p. 126, 127.

(2) Lorsque Philippe-le-Bel eut acquis de Robert III, comte de Flandres, par cession, les villes et dépendances de Lille, Douai et Orchies, il établit dans ces trois villes, en 1312 et 1313, des tribunaux auxquels il donna le titre de souverains bailliages, parce qu'ils devaient exercer leur juridiction au nom du roi et sous la présidence du gouverneur de la province. De là le nom de gouvernance. Ces gouvernances étaient tribunaux d'appel par rapport aux

A **Rouen** l'élément judiciaire est peu nombreux, mais considérable par le rang des magistrats qui le composent. Il se rencontre dans trois des sept loges rouennaises ressortissant au Grand Orient (1) Ce sont trois loges de création récente : la Céleste Amitié, qui date de 1777 ; la Parfaite Union, de 1778 ; les Bons Amis, de 1779. Le premier président du parlement de Normandie, Camus de Pontcarré, nous apparaît comme membre honoraire de ces trois ateliers, ainsi que de la loge Raoul, à l'orient de Pavilly, qu'il convient de joindre au groupe rouennais.

De la Céleste Amitié nous avons deux tableaux, pour 1779 et 1784. Sur le premier nous trouvons trois conseillers au parlement, les FF. : Dyet de Limpville, de l'Aubrière et de Trinquerville. Sur le second figure le F. : Camus de Pontcarré.

De la Parfaite Union nous avons les tableaux pour 1784 et 1785. J'y relève, outre le premier président, deux présidents à mortier, les FF. : Le Roux d'Esneval et Bigot de Sommesnil ; deux conseillers, les FF. : Revel de la Brouaise et de Gressent.

Le tableau des Bons Amis pour 1785 nous présente le premier président Camus de Pontcarré avec la qualification d' « ex-vénérable honoraire et perpétuel : » J'y relève deux conseillers au parlement, les FF. : Gravelles de Fontaine et de Vaudetard, le premier desquels remplissait alors l'office de vénérable et devait le remplir encore en Quatre-vingt-neuf. J'y remarque aussi le F. : Jolivet de Colomby, conseiller du roi, maître en sa cour des Comptes, Aides et Finances de Normandie.

La loge Raoul portait le nom, transformé par l'usage, du conquérant par qui l'ancienne Neustrie était devenue la Normandie

juges ordinaires des territoires compris dans leurs ressorts ; mais leurs sentences pouvaient être déférées en appel au parlement de Paris, puis au parlement de Flandre institué au commencement du 18^{me} siècle. (V. *Notes historiques* relatives aux offices et aux officiers de la Gouvernance du Souverain Bailliage de Douai et Orchies. Douai, Deragnaucourt, 1810, in-4° de 84 pages).

(1) Les renseignements manquent sur le personnel d'un groupe important qui ressortissait à la Grande Loge d'Edimbourg.

et qui en fut le premier duc. De création toute récente, car elle datait de 1784, elle avait son siège dans la jolie petite ville de Pavilly, à dix-neuf kilomètres de Rouen, où les comtes d'Esneval avaient et ont encore leur château familial. Il est même à croire qu'elle tenait ses réunions dans cette noble demeure, car le président le Roux d'Esneval figure sur les tableaux du Grand Orient comme vénérable de Raoul aussi bien en 1789 qu'en 1785. Il subsiste, pour la première de ces deux années, un tableau de Raoul imprimé à la suite de celui des Bons Amis, à raison des liens étroits qui unissaient ces deux ateliers. On y voit figurer, en tête, le premier président Camus de Pontcarré; puis trois présidents à mortier qui sont, outre le vénérable, les FF. de Folleville et de Frondeville, que nous n'avons pas rencontrés dans les loges rouennaises (1).

Ainsi, en l'état du peu de documents qui subsistent, le parlement de Normandie avait prêté à la Franc-Maçonnerie son premier président, quatre présidents à mortier, six conseillers et deux substituts du procureur général.

A **Rennes**, où il y eut trois loges du Grand Orient, il n'existe aucun document pour le personnel de l'une d'elles, la Parfaite Union. Pour une autre, l'Egalité, nous n'avons qu'un tableau manuscrit, qui est de 1778 et sur lequel figure un seul magistrat, le F. de Guéry, conseiller au parlement. — Pour la troisième, nous avons trois tableaux manuscrits se rapportant aux années 1774, 1776 et 1787. Sur le premier figurent trois conseillers au parlement, les FF. de Langouria, le Rousseau et de Kermoisan. J'y relève aussi un avocat général, le F. de Berthou. Mais sur les deux autres tableaux il n'y a plus un seul magistrat. Ce brusque reflux semble indiquer que la haute magistrature bretonne prit ombrage de la marche en avant ac-

(1) V. ci-après, à l'appendice *F*, la reproduction de ce tableau d'après la pièce imprimée qui est aux archives de l'orient de Rouen.

centuée par le Grand Orient. Ainsi se manifestait dès lors l'esprit de conservation obstinée qui animait le parlement de Bretagne. Son attitude envers la Franc-Maçonnerie, contrastant avec la ferveur maçonnique du barreau rennais, sert à expliquer les événements qui se produisirent à Rennes pendant les premiers temps de la Révolution. Notre histoire spéciale montre ainsi qu'il a été dans la logique des choses que le Dauphiné et la Bretagne se soient comportés si différemment au regard de la réforme judiciaire et de l'unification nationale.

A **Bordeaux**, comme à Rouen, l'élément judiciaire est en nombre restreint, mais considérable par le rang. Il comprend le premier président du Parlement et le procureur général.

Dans cette ville, où la Franc-Maçonnerie a toujours été florissante, un directoire écossais et cinq loges portaient les couleurs du Grand Orient. En l'état des documents qui subsistent, trois seulement de ces ateliers doivent attirer notre attention.

Pour la loge la Française nous n'avons qu'un renseignement, mais fort important. Sur le tableau alphabétique du Grand Orient pour 1789 cette loge est portée comme ayant pour vénérable d'honneur le premier président Leberthou qui, en cette même année, fut élu député de la noblesse de Bordeaux aux Etats-Généraux.

Sur l'ensemble du personnel de la loge l'Harmonie les renseignements font défaut : nous avons seulement quatre tableaux d'officiers se rapportant aux années 1777, 1785, 1787 et 1788. Par ces documents et par les tableaux alphabétiques du Grand Orient nous savons que cette loge eut deux conseillers au parlement pour vénérables pendant la plus grande partie de la période qui nous occupe, savoir : le F. de Poissac, de 1776 à 1783 ; le F. Voisin de Gartempe, de 1787 à 1789. Deux autres conseillers figurent aussi dans les tableaux d'officiers : les FF. de Laporte Pauliac et de la Boissière, ce dernier conseiller-clerc.

En revanche, nous sommes abondamment renseignés sur l'Amitié, déjà entrevue précédemment à propos de la franc-maçonnerie aixoise, et qui paraît avoir été la plus importante des loges bordelaises. Nous avons pour elle douze tableaux, allant de 1773 à 1789. Elle correspondait avec vingt-trois loges, tant en France qu'aux colonies, dont cinq constituées par elle. En 1784 son personnel s'était élevé à 332 membres, pour redescendre quelque peu pendant les années suivantes. Dans ce personnel, composé surtout de négociants, les magistrats sont en bien petit nombre. En 1778 l'office de vénérable est rempli par le F. . Barret de Rivezol, conseiller à la cour des Aides ; et avec lui se remarque le F. . de Groc, conseiller, puis président à la même cour. Le F. . de Basterot, conseiller au parlement, est vénérable en 1781. En 1784 et 1785, le premier maillet est tenu par le F. . Dudon, procureur général au parlement. Puis le F. . de Basterot est de nouveau vénérable en 1787 et 1789.

Pau nous donne le minimum. Nous avons, pour l'année 1786, le tableau de la loge le Berceau d'Henri IV, où figure un seul magistrat, le F. . Lacour, procureur du roi à Orthez. Il est en compagnie de six avocats au parlement. Le vénérable est un ecclésiastique, prébendé royal, ce qui aurait dû rassurer la haute magistrature béarnaise.

Toulouse, au contraire, nous donne le maximum. Le monde du palais y semble placé en masse entre l'équerre et le compas.

C'était, après Paris et Lyon, la ville de France la plus riche en loges : elle n'en comptait pas moins de onze, qui dépendaient du Grand Orient. D'après les documents qu'il m'a été donné de consulter, à la loge la Paix en 1784, sur un total de quarante-six membres, trente-deux étaient des avocats au parlement. Aux Amis réunis, à en juger par cinq tableaux d'officiers, le barreau avait aussi la prépondérance. Et la magistrature abondait dans

trois loges, savoir : la Parfaite Amitié, la loge de Clermont, la Vérité reconnue. Ici l'énumération nominative serait fastidieuse : il faut se borner au dénombrement et ne nommer que les personnalités les plus marquantes.

Pour la Parfaite Amitié nous avons, en premier lieu, le tableau de 1774, sur lequel sont douze avocats, mais pas un magistrat. Sur le deuxième tableau, qui est de 1782, figurent huit magistrats du parlement : nous y voyons le président Daspe porté comme vénérable, et le conseiller de Juin de Siran comme ancien vénérable. Nous avons encore les tableaux de 1783, 1785 et 1786, sur lesquels nous voyons vingt-deux, puis vingt-et-un, puis vingt-trois magistrats du parlement. Par ces documents nous savons que le président Daspe était encore vénérable en 1783, que le conseiller de Laroquan le fut en 1784, le conseiller Belmon de Malcor en 1785, l'avocat général de Resseguier en 1786. Le personnel parlementaire de cette dernière année se décompose en : deux présidents à mortier, quinze conseillers en fonctions, trois conseillers honoraires, un avocat général, deux substituts du procureur général.

Pour la loge de Clermont, nous n'avons aucun tableau du personnel entier, mais seulement cinq tableaux d'officiers, dont le premier est de 1780 et le dernier de 1786 : chacun des deux premiers porte quatre magistrats du parlement ; et chacun des trois autres en porte cinq. D'après la proportion observée dans la précédente loge, ces chiffres doivent être triplés pour donner le nombre probable des membres de cette catégorie. En 1785, le conseiller de Dupin était vénérable. En 1786, le même office était rempli par le marquis de Portes, précédemment président à mortier, devenu sénéchal de Toulouse et Albigeois.

La Vérité reconnue, fondée en 1786, fut le résultat d'une sécession. Sur le tableau des fondateurs nous trouvons comme vénérable le président Daspe, qui a tenu pendant deux ans le premier maillet de la Parfaite Amitié ; et avec lui figurent un conseiller et deux avocats généraux ayant fait partie de la même

loge. On y voit aussi un autre président et quatre autres conseillers. Le F. . Daspe était encore vénérable en 1789.

En résumé, nous constatons dans ces trois loges, en l'année 1786, la présence de trente-sept magistrats du parlement, savoir : quatre présidents, un ancien président devenu sénéchal, vingt-trois conseillers en fonctions, quatre conseillers honoraires, trois avocats généraux, deux substituts du procureur général. Et le total doit être majoré d'une dizaine environ pour le contingent de l'un de ces ateliers.

Le dernier tableau de la Parfaite Amitié, où l'on voit cette loge en pleine prospérité, nous la montre accompagnée d'une loge d'adoption composée de vingt-cinq dames, toutes femmes de qualité et dont près de la moitié portent des noms de magistrats du parlement (1).

Nous voici, mes FF. ., au terme de notre tour de France. Nous avons parcouru toute la circonférence : il reste le point central, la capitale de la grande patrie, le principal foyer de la franc-maçonnerie française.

Paris, en Quatre-vingt-neuf, ne comptait pas moins de soixante-trois loges battant maillets sous les auspices du Grand Orient. La recherche et le dépouillement des documents pour ces soixante-trois ateliers représenterait un travail plus considérable que celui auquel je me suis livré pour toutes les autres villes parlementaires : j'ai donc dû y renoncer. Mais il m'est possible de vous donner un échantillon du contingent fourni par la haute magistrature aux loges parisiennes, en l'empruntant au tableau alphabétique de Quatre-vingt-neuf et à celle de ces loges qui a brillé du plus vif éclat, à la loge des Neuf-Sœurs.

Au tableau alphabétique nous voyons quatre loges de Paris

(1) V. ci-après, à l'appendice G : 1° la liste récapitulative des magistrats parlementaires dans les trois loges en 1786 ; 2° la reproduction du tableau de la Parfaite Amitié en cette même année, d'après la pièce imprimée qui est aux archives du Grand Orient.



LOUIS AUGUSTE GRANDDELALEU

Avocat au Parlement.

né au Vieuxon en Chéracche, en 1753.

Acclamante D^e D^e Société

Off. C. J. Notté, P. P. Chouffard, G. S. Gaucher, Bernier

Dessiné par C. J. Notté

A PARIS.

Gravé par G. P. Chouffard, n^o 86.

Chez L'Auteur, D^el. et Graveur de L. M. Imp. et du Roi d'Espagne, Quai et Maison N^o 22 des Châteaux.

présidées par des magistrats : l'Amitié, par le F. . de Cancey, auditeur des Comptes ; les Neuf Sœurs, par le F. . de Pastoret, conseiller à la cour des Aides ; la Nouvelle Astrée, par le F. . Moraje, premier président de l'élection de Paris ; Thalie, par le F. . Bellanger, lieutenant particulier au Châtelet. D'autre part, parmi les députés qui représentaient les loges de province aux assemblées du Grand Orient, nous trouvons des magistrats parisiens qui devaient obligatoirement être membres de loges parisiennes. Ce sont : deux conseillers au parlement, le F. . Villers de la Berge, député de la Noble Amitié, de Morlaix, et le F. . Bourée de Corberon, député de la Vérité Reconnue, de Toulouse ; — trois conseillers au Châtelet, le F. . Chuppin de Germigny, député de l'Heureuse Rencontre, de Bourges, le F. . Villiers de la Noue, député de la Sincère Union, de Chateaudun, et le F. . Millon, député de la Parfaite Intelligence, de Liège ; — deux maîtres des Comptes, le F. . Roëttiers de Montaleau, député de l'Harmonie Parfaite, d'Angoulême, et le F. . Magnier de Gondreville, député des Vrais Amis, régiment de Médoc-infanterie ; — enfin un auditeur des Comptes, le F. . Meunier de l'Etable, député de la Constance, de Montauban. L'un de ces hommes, le F. . Roëttiers de Montaleau, devait rendre d'éminents services à notre Ordre en reconstituant, après la terreur, le Grand Orient dont il fut le chef, pendant quelques années, avec le titre de Grand Vénérable.

La loge des Neuf Sœurs, qui fut présidée par Lalande et par Franklin, qui initia Voltaire et qui célébra sa mémoire par une grandiose pompe funèbre, avait un personnel d'hommes remarquables dans tous les genres. Les magistrats y furent peu nombreux, et je ne puis en nommer que cinq. Il suffit de mentionner le F. . de Meslay, président à la chambre des Comptes, qui fut premier surveillant en 1779 sous le vénérat de Franklin, et le F. . Rivault de Champfleury, conseiller à la cour des Aides.

Mais d'Epréménil, Dupaty et Pastoret doivent nous arrêter davantage.

Duval d'Epréménil, qui fut député de la loge au Grand Orient, avait été avocat du roi au Châtelet avant d'être conseiller au parlement. Comme parlementaire, il fut un des censeurs les plus sévères de la Cour, dont il dénonçait les folles prodigalités. En 1787, il montra une opposition si vive à l'enregistrement des édits sur l'impôt du timbre et l'impôt territorial que les ministres donnèrent l'ordre de l'arrêter. Le marquis d'Argoust, chargé de cette mission, vint l'exécuter dans la chambre même où le parlement était en séance. Lorsqu'il demanda où était M. d'Epréménil, on répondit de tous côtés : « Nous sommes tous M. d'Epréménil. » Vers la fin de 1788, dans son voyage de retour à Paris, après avoir été interné à l'île Sainte-Marguerite, il s'arrêta à Marseille où il fut harangué par le syndic du barreau, Villecroze, qui était l'un des principaux membres de la Mère Loge Ecossaise ; et le soir, au théâtre, il fut couronné solennellement. Les ovations qu'il reçut ensuite à Aix ne furent pas moins brillantes (1). On peut croire qu'à Aix comme à Marseille la Franc-Maçonnerie ne fut pas étrangère à ces manifestations. — Peu de mois après, il était élu le premier, par la noblesse de Paris-hors-des-murs, député aux Etats-Généraux.

Dupaty est une des plus attachantes figures de notre galerie. Il fut d'abord avocat général au parlement de Bordeaux, où il se signala par son éloquence et sa haute raison. Voltaire lui écrivait en 1769 : « Un beau siècle se prépare ; vous en serez un « des plus rares ornements (2). » L'année suivante, dans une lettre à d'Alembert, il l'appelle son jeune Socrate de Bordeaux (3). En 1770, Dupaty se signala par l'énergie de sa résistance au coup d'Etat judiciaire du chancelier Maupeou : aussi fut-il enfermé au château de Pierre-Encise à Lyon, puis interné

(1) De Ribbe, *Pascalis*, p. 124.

(2) *Œuvres de Voltaire*, éd. Beuchot, t. LXV, p. 399.

(3) T. LXVI, p. 474.

à Roanne. Après la chute de Maupeou, il fut réintégré dans ses fonctions qu'il remplit jusqu'en 1779, époque à laquelle il traita d'une charge de président à mortier. Mais, comme il était de petite et récente noblesse, étant issu d'une famille de négociants, il se forma dans le parlement de Bordeaux une majorité pour refuser de l'admettre en cette nouvelle qualité. La résistance dura près de deux ans. Pour y mettre fin, il ne fallut pas moins que des ordres royaux et l'envoi d'un conseiller d'Etat comme commissaire extraordinaire, qui, conjointement avec le maréchal de Mouchy, gouverneur de la province, fit faire l'installation en sa présence. Après avoir exercé pendant deux ans les fonctions de président, Dupaty voulut, tout en conservant sa charge, échapper à la situation difficile que lui faisait la malveillance trop générale de ses collègues bordelais. Fort bien vu du garde des sceaux Miroménil, qui avait été lui aussi victime de Maupeou, il reçut commission du roi de travailler à la réforme de la justice criminelle et fut chargé de présider, à cet effet, ce qu'on appelait alors un bureau spécial, ce que nous appelons aujourd'hui une commission extraparlamentaire. C'est ce qui lui permit de résider habituellement à Paris, à partir du milieu de 1784 : il y avait fait antérieurement des séjours répétés et prolongés. Il y mourut en septembre 1788 (1).

Pendant un de ses précédents séjours à Paris, Dupaty s'était fait admettre à la loge des Neuf Sœurs. Il en était membre certainement dans l'année qui suivit l'initiation et la mort de Voltaire, c'est-à-dire en 1779. C'est là, probablement, qu'il se lia avec le poète Roucher, qui lui voua une respectueuse amitié en

(1) Les renseignements donnés ici sur Dupaty sont empruntés aux *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des lettres en France*, en 36 volumes in-16, imprimés en Angleterre (à Londres, chez John Adamson, 1780-1789). Cet ouvrage est le recueil d'une correspondance manuscrite, commencée en 1762 par Bachaumont et continuée par d'autres jusqu'à la fin de 1787, envoyée à des personnes payant un abonnement assez cher, dans laquelle étaient consignées, au jour le jour, les nouvelles que les gazetiers n'avaient pas la liberté de publier. L'ouvrage est désigné abréviativement par le nom seul de Bachaumont.

même temps qu'une vive admiration, et qui lui a consacré de beaux vers dans son poème des *Mois*, aujourd'hui trop oublié. Ce poème, qui fut donné au public en cette même année 1779 (1), est animé d'un souffle avant-coureur de la Révolution : c'est même en grande partie pour cela que Laharpe, devenu réactionnaire, l'a si fort et si injustement maltraité dans son *Cours de littérature*. Il revêt, dans une certaine mesure, un caractère collectif, par suite de l'usage où étaient les littérateurs, membres de la loge des Neuf Sœurs, de donner à leurs frères assemblés les prémisses de leurs œuvres. On ne saurait douter que Roucher ait donné lecture, en loge, des parties principales de son poème, qu'il en ait poursuivi la composition et qu'il en ait fait la publication avec l'encouragement, les conseils et l'appui des hommes éminents qui se réunissaient sous la présidence de Lalande et ensuite sous celle de Franklin. Et c'est dans une de ces réunions que Dupaty lui entendit lire le passage que je vais reproduire.

Ces vers font partie du chant consacré à novembre, le mois où avait lieu, comme naguère encore, la rentrée des cours de justice après les grandes vacances. Roucher en prend occasion pour rappeler aux juges leurs devoirs :

Allez, il en est temps, reprenez la balance
 Qui, jusques sous le dais, fait pâlir l'insolence.
 Mais, prêtres de Thémis, jurez à ses autels
 Qu'équitables et purs comme les immortels
 Vous n'égarez point dans la nuit de l'intrigue
 La Vérité, qui marche étrangère à la brigue ;
 Jurez que, sans oreille à la voix du puissant,
 Vous lui refuserez le sang de l'innocent ;
 Jurez que la Beauté, plus forte dans les larmes,
 Trouvera votre cœur armé contre ses charmes ;
 Enfin que dans vos mœurs, ainsi qu'en vos arrêts,
 Vous n'offrirez de vous que de nobles portraits.

(1) Il en parut deux éditions, pareillement datée de 1779. l'une in-4°, en deux tomes, l'autre in-18, en quatre tomes. La première se fit en deux tirages, dont un sur papier plus beau et un peu plus grand. Les exemplaires du plus grand format sont illustrés de cinq gravures sur acier, dont deux sont datées de 1780.

Vient ensuite une lacune dans la texte imprimé. On a laissé en blanc l'espace de huit vers, qui ont déplu à la censure, probablement parce que le conseil tournait à la satire, passage supprimé qu'il serait bien intéressant de retrouver dans les papiers du temps. Puis le poète poursuit en ces termes :

Je ne veux confier ce sacré ministère
Qu'à l'homme vertueux dont l'éloquence austère
N'adopte, pour tonner contre l'oppression,
Ni mot injurieux, ni lâche passion :
Qu'à l'inflexible honneur il soit resté fidèles,
Et qu'enfin Dupaty lui serve de modèle.

Peut-être à ce seul mot, Dupaty, rougis-tu ?
Mais à notre amitié, bien moins qu'à ta vertu,
Je devais aujourd'hui ce solennel hommage.
Ah ! si ces faibles vers, qu'ennoblit ton image,
Peuvent franchir des ans l'espace illimité,
Et consacrer ma muse à l'immortalité,
On saura que j'avais pour ami véritable
Un homme incorruptible, intrépide, équitable,
Qui, sensible aux malheurs par le peuple soufferts,
Sut braver, jeune encore, et l'exil et les fers (1).

Vous excuserez, mes FF., la longueur de cette citation, parce qu'elle se rattache étroitement à notre sujet, en nous montrant la magistrature de l'époque censurée par la Franc-Maçonnerie. Elle a aussi l'avantage de nous faire mieux apprécier l'homme de bien que nous allons voir lutter victorieusement pour arracher au supplice des innocents déjà condamnés, et travailler efficacement à la réforme de la législation. Mais auparavant il faut connaître aussi l'homme non moins éminent, et appelé à un plus brillant avenir, par qui Dupaty devait être secondé d'abord, puis suppléé dans sa grande tâche.

(1) La réunion où la lecture de ces vers fut faite par l'auteur en présence de Dupaty était ce que nous appelons aujourd'hui une tenue blanche. Elle fut donnée par la loge des Neuf Sœurs le 16 août 1779, hors du local habituel de ses séances, dans la vaste salle du Vauxhall de la foire Saint-Germain : de nombreux invités y furent admis, parmi lesquels des dames. Ce fut « un spectacle purement académique, entremêlé de discours et de lectures », lit-on dans les *Mémoires secrets* qui en rendent compte à la date du 25 août. La lecture faite par Roucher fut applaudie avec transport par l'auditoire ; et l'on couronna Dupaty.

Pastoret, né à Marseille, était issu d'une vieille famille provençale, bien qu'un de ses aïeux ait été premier président du parlement de Paris. A vingt-cinq ans, il était conseiller à la cour des Aides dans la capitale. Erudit et littérateur de talent, il devenait, à vingt-huit ans, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Un peu plus tard, il publiait deux livres que l'on peut considérer comme se rattachant aux lointaines origines de la Franc-Maçonnerie (1). En 1788 et 1789, il était vénérable des Neuf Sœurs. Quand la Révolution commença, il était maître des requêtes. Procureur général syndic du département de la Seine en 1791, il était élu, la même année, député de Paris à la Législative, dont il occupa, le premier, la présidence. En 1799, il publiait un éloge de Voltaire. Napoléon le nomma professeur à la Faculté de droit de Paris, puis sénateur. Louis XVIII le fit pair de France et marquis. Charles X le fit ministre d'Etat, vice-chancelier, puis chancelier de France.

Les règlements des Neuf Sœurs faisaient mention spéciale de la défense de l'innocent opprimé, pour en faciliter l'accomplissement. Il n'est pas étonnant qu'un tel devoir fût particulièrement en honneur dans une loge qui compta parmi ses membres le grand avocat Elie de Beaumont, associé à Voltaire dans la défense des Calas et des Sirven. Ces deux champions de l'humanité, qui avaient lutté glorieusement mais sans succès, n'existaient plus lorsque surgit une cause célèbre où l'innocence semblait avoir irrémédiablement succombé. La loge prit cette cause sous son patronage, et trois de ses membres s'y vouèrent plus particulièrement : Dupaty, Legrand de Laleu et Condorcet. Dupaty nous est maintenant bien connu. Condorcet, un des grands hommes dont la France s'honore, n'a pas besoin d'être autrement présenté. Legrand de Laleu était un jeune avocat au parlement, déjà distingué parmi ses confrères et qui plus tard,

(1) *Zoroastre, Confucius et Mahomet*, un vol. in-8°, 1787. — *Moïse considéré comme législateur et comme moraliste*, un vol. in-8°, 1788.

après avoir occupé des situations diverses, devait être conseiller à la cour d'Amiens.

En 1785, le parlement de Paris eut à connaître, selon les règles alors en vigueur, d'une sentence du bailliage de Chaumont condamnant trois paysans aux galères perpétuelles : sans instruction nouvelle, il aggrava la condamnation en prononçant contre les trois malheureux l'affreux supplice de la roue. L'arrêt fut rendu par la chambre des vacations. Au nombre des magistrats ayant siégé se trouvait le conseiller Fréteau de Saint-Just, qui avait opiné contre la condamnation et qui croyait à l'innocence des trois hommes. Fréteau était beau-frère de Dupaty, qui logeait dans son hôtel : il l'informa et lui facilita l'examen du dossier. Ensemble, ils obtinrent du garde des sceaux Miroménil un sursis à l'exécution ; puis, cinq mois après l'arrêt, parut un volumineux mémoire justificatif, ne comptant pas moins de 251 pages in-quarto. C'était l'œuvre de Dupaty qui, ne pouvant signer lui-même une pièce ayant le caractère d'une défense judiciaire, l'avait fait signer par Legrand de Laleu (1). Selon une appréciation contemporaine, ce mémoire était « remarquable par « une grande clarté, par une logique pressante, par une élo-
« quence vigoureuse, par une sainte hardiesse. » Le défenseur ne s'y borne pas à relever des nullités de procédure et à établir l'innocence des condamnés : il termine en s'attaquant à l'ordonnance criminelle, c'est-à-dire à la loi en vigueur, dont il montre l'absurdité et la barbarie. « C'est ici que son éloquence éclate, « tonne, foudroie, » dit l'informateur contemporain, et il ajoute : « On ne doute pas que que M. Dupaty ait saisi avec empressé-
« ment cette occasion essentielle d'achever de saper entièrement
« l'édifice monstrueux de notre législation criminelle qui, atta-
« quée depuis longtemps par la raison et le génie, résiste
« encore (2). »

(1) Le mémoire proprement dit, non signé, était suivi d'une courte consultation de Legrand de Laleu, ce qui en rendait la publication légale, sans qu'il fût besoin d'une permission de la censure.

(2) Bachaumont, t. 31, 10 mars 1786. — V. aussi, pour cette cause célèbre, Gaudry, *Histoire du barreau de Paris*, t. II. p. 233 et suiv.

Le mémoire justificatif eut un immense retentissement. Dès son apparition, il produisit la plus grande sensation à Paris et à Versailles : la reine voulut le lire et s'empressa d'envoyer un secours pécuniaire aux trois malheureux. Le parlement s'indigna et ordonna d'informer contre l'écrit irrévérencieux (1). La députation ces avocats, qui est aujourd'hui le conseil de l'Ordre, s'empressa de rayer Legrand de Laleu du tableau ; et il fallut un ordre du roi pour l'y réintégrer l'année suivante. L'avocat général Séguier, membre de l'Académie française, le même qui avait requis avec violence, en 1770, contre les doctrines philosophiques, rédigea contre le mémoire justificatif, abstraction faite de ses auteurs, un immense réquisitoire, dont la lecture à l'audience n'occupa pas moins de neuf heures en trois séances. Le mémoire fut condamné à être brûlé par la main du bourreau. Dupaty, qui s'en était déclaré l'auteur par une lettre au premier président, fut décrété d'accusation, ainsi que Legrand de Laleu ; et il fallut l'intervention officielle du garde des sceaux, agissant au nom du roi, pour dessaisir le parlement de cette poursuite.

Dans l'entre-temps, Condorcet, déjà célèbre, membre à la fois de l'Académie française et de l'Académie des sciences, avait, à son tour, puissamment agi sur l'opinion publique par la publication de ses *Réflexions* d'un citoyen non gradué sur un procès très connu (2).

(1) Cette poursuite donna lieu à la pièce de vers suivante, adressée à Dupaty, et rapportée dans Buchaumont, t. 31, sous la date du 9 avril 1786 :

Ce premier Sénat de la France,
Si fier et si vil à la fois,
Bien plus barbare encor que nos barbares lois,
Combattant aujourd'hui pour sa vieille ignorance,
Arme, dit-on, contre ta voix
Sa fanatique intolérance.
Il manquait à sa honte un dernier déshonneur,
Il manquait ce triomphe à ta juste éloquence ;
Mais s'il a sans remords, égorgé l'innocence,
Il pourrait sans rougir flétrir son défenseur.

(2) Œuvres de Condorcet, éd. O'Connor, t. VII, p. 141-146. Cet écrit parut en brochure au mois de juin : il est mentionné dans Buchaumont à la date

A peine son premier mémoire venait-il d'être condamné au supplice du feu, que Dupaty en faisait paraître un second, non moins volumineux, développant les moyens de droit propres à motiver la cassation de l'arrêt rendu contre ceux qu'on appelait les roués de Chaumont (1). Et il en produisit encore cinq autres (2), soit pour traiter certains points spéciaux, soit pour répondre au réquisitoire de Séguier, soit pour reprendre en sous-œuvre certaines parties, soit pour résumer la défense. Le ministère, croyant avoir à compter encore avec le prestige du parlement, tarda beaucoup à saisir le conseil des parties du pourvoi en cassation, et ne le pressa point de statuer. Ce ne fut que près de deux ans après l'arrêt attaqué que fut enfin rendue la décision du roi en son conseil. L'arrêt fut cassé; mais, comme consolation pour le parlement, il fut cassé pour un vice de forme relevé d'office, sans qu'il fût fait état des griefs avancés par Dupaty (3).

Le jugement du procès criminel était renvoyé au bailliage et au parlement de Rouen. Dupaty se transporta dans cette ville pour y assister ses clients jusqu'à la solution définitive (4). Le bailliage ne tarda pas à prononcer l'acquiescement. Le procureur général dut relever appel, par respect pour la forme (5). Devant le parlement, Dupaty fut admis à plaider pour les trois roués, bien que l'ordre des avocats eût le monopole de la plaidoirie et

du 24, et aussi dans la Correspondance de Grimm et Diderot en juillet (éd. Taschereau, t. XIII, p. 144). Le mémoire de Dupaty y est résumé. Condorcet l'apprécie en ces termes : « Ce mémoire est, non seulement un acte d'humanité envers ces infortunés, mais un service rendu à la nation, qu'il a « réveillée sur de grands intérêts trop longtemps oubliés » -- Aussitôt que fut rendu l'arrêt contre le mémoire, Condorcet fit circuler en manuscrit un pamphlet très bref, mentionné dans Bachaumont à la date du 25 août, reproduit aussitôt dans la Correspondance de Grimm (t. XIII, p. 174), puis à la date du 16 septembre dans Bachaumont, et qu'on trouve dans ses œuvres complètes, éd. O'Connor, aux pages 504-507 du tome 1^{er} : « Récit de ce qui s'est passé au parlement de Paris le mercredi 20 août 1786. »

(1) Bachaumont, t. 32, 16 septembre 1786.

(2) *Eod.* 16 février et 26 juin 1787.

(3) *Eod.* 3 août.

(4) Bachaumont, t. 36, 15 octobre 1787.

(5) *Eod.* 14 novembre.

que la défense orale ne fût pas reconnue par l'ordonnance criminelle. Ce fut le chant du cygne ; car la mort l'attendait à quelques mois de là. L'arrêt fut rendu séance tenante : il déclarait la parfaite innocence des trois accusés, qui furent élargis sur le champ et reconduits en triomphe par les rues de Rouen (1). Ce fut la revanche de l'humanité ; et Voltaire dut en tressaillir dans sa tombe. — Deux ans après, l'Ordonnance criminelle était balayée par l'Assemblée constituante.

Pendant la première phase de cette grande lutte, alors que les foudres de Séguier étaient suspendues sur la tête de Dupaty et de Legrand de Laleu, la loge avait honoré et encouragé ces deux champions de la vraie justice contre la fausse, en faisant graver leurs portraits (2). Une inscription latine mise sur chacune de ces deux estampes, qui sont datées de 1786, constate qu'elles furent exécutées, aux acclamations de la société des Neuf Sœurs, par des artistes qui en faisaient partie (3). Ainsi est attestée la part prise par la collectivité à l'œuvre de ses deux membres ; et par là se trouve caractérisée d'avance la victoire espérée.

Dupaty mourut sans avoir pu achever sa tâche de réformateur. Son travail personnel et celui de ses collaborateurs ont servi, du moins, à préparer l'œuvre que la Révolution allait accomplir en matière de législation pénale. Il en a, en quelque sorte, écrit la préface dans son livre intitulé : « Réflexions historiques sur les lois criminelles. » Pastoret continua le travail de préparation et en consigna les résultats dans un ouvrage plus

(1) *Eod.* 23 décembre.

(2) On lit dans Bachaumont, t. 32, à la date du 14 août 1786 : « La loge des Neuf Sœurs, qui ne pense pas tout-à-fait comme l'ordre des avocats et le parlement sur M^e Le Grand de Laleu, par une délibération *ad hoc*, a décidé de faire graver à ses frais le portrait de M^e Le Grand de Laleu et celui de M. Dupaty. Tous deux sont en vente depuis quelque temps et très ressemblants. »

(3) Ce sont les deux portraits, reproduits par la photogravure d'après les exemplaires conservés à la Bibliothèque nationale, qui ornent le présent ouvrage. L'un et l'autre ont été dessinés par le peintre Notté. Celui de Dupaty a été gravé par Gaucher ; celui de Le Grand de Laleu par Chiffard. Ces trois artistes figurent sur le tableau de la loge en 1783.

considérable qu'il fit paraître en 1790, sous ce titre : « Des lois pénales » (1).

C'est un livre de premier ordre et qui, aujourd'hui encore, peut être utilement consulté. On y trouve l'érudition de l'historien, la science du jurisconsulte, la sagacité du législateur, l'esprit humanitaire du franc-maçon. « Je voudrais, — dit l'auteur, « — défendre l'humanité sans accuser notre législation ; mais « qu'est la loi positive, auprès des droits immuables de la justice et de la nature ? (2). En terminant ses réflexions préliminaires, il déclare se proposer comme but, à la fois, « la perfection « des lois, la gloire de sa patrie et le bonheur de l'humanité » (3). Pour lui, la justice ne consiste pas seulement à punir ; elle doit aussi récompenser :

« Voulez-vous prévenir les crimes ?.... que les sciences se répandent davantage et que l'entendement s'éclaire ; et, ce qui est le plus difficile mais le plus sûr des moyens, instruisez dès l'enfance, par une éducation soignée, au patriotisme et à la vertu. Que cette vertu ait ses récompenses (4). »

Je ne saurais, ici, entrer dans le détail des innovations législatives réclamées par Pastoret et dont l'ensemble est comme le programme maçonnique de la réformation pénale. Mais je ne puis me dispenser d'en signaler deux qui restent encore à l'état de desiderata et qui, à l'heure où je parle, se trouvent être d'actualité. D'une part, notre auteur consacre un chapitre spécial (5) à établir que des réparations sont dues par la société à l'homme injustement accusé ou injustement condamné. D'autre part, il se montre nettement opposé à la peine de mort, qu'il déclare, après démonstration, « également proscrire par la nature, l'avantage « social, la politique et l'humanité » : tout au plus l'admet-il

(1) Paris, Buisson, 2 vol. in-8°.

(2) T. I, p. 1.

(3) T. I, p. 11.

(4) T. I, p. 16, 17.

(5) Le 20^e de la quatrième partie de l'ouvrage.

pour les crimes publics qui mettent en danger la société entière (1).

Ces revendications en souffrance, la Franc-Maçonnerie ne les a point désertées. Elle les a fait réussir dans d'autres pays. Nous ferons en sorte qu'il en soit de même dans le pays où furent proclamés les droits de l'homme et du citoyen.

Ma tâche serait maintenant finie, mes FF. . ., si je n'avais à vous montrer, en manière d'épilogue, comment la magistrature du présent siècle se rattache, par trois de ses principaux membres, au personnel maçonnique de Quatre-vingt-neuf : je veux parler de trois avocats de l'ancien régime qui s'assirent successivement sur le premier siège de la nouvelle magistrature française (2).

Muraire, que la Révolution avait trouvé avocat à Draguignan, était président du tribunal de cassation, élu par ses collègues, lorsque Napoléon fit de ce tribunal la cour suprême, et de lui le premier président de cette cour. La chute de l'empire le fit descendre de son siège. Après avoir été l'un des principaux dignitaires du Grand Orient, il s'agrégea au groupement nouveau qui se forma en 1823 sous titre de Suprême Conseil du rite écossais ancien accepté. Pendant sa longue vieillesse, les travaux maçonniques furent pour lui une occupation et une consolation. Après sa mort, son éloge fut prononcé dans une nombreuse réunion maçonnique par l'illustre avocat Philippe Dupin (3), qui le loua particulièrement d'avoir, étant membre de l'Assemblée législative, démontré victorieusement que l'on ne devait pas demander aux dogmes particuliers d'une religion la solution du problème social.

Desèze, avant la Révolution, était avocat au parlement de Paris

(1) V. quatrième partie, chap. 22.

(2) Chacun de ces trois FF. . . a sa notice dans la partie biographique de l'ouvrage, déjà cité, de Besuchet.

(3) Éloge funèbre de M. le comte Muraire prononcé dans la grande loge centrale de France en 1837. (Plaidoyers de Ph. Dupin, t. III, p. 335-353).

et membre de la loge des Neuf Sœurs, dont il fit encore partie après la période révolutionnaire. Défenseur de Louis XVI devant la Convention, il en fut récompensé par Louis XVIII qui le nomma premier président en remplacement de Murair.

Henrion de Pansey, qui fut nommé à ce même poste en 1827, à la mort de Desèze, et qui mourut l'année suivante, était l'aîné de ses deux prédécesseurs et avait marqué plus qu'eux dans la franc-maçonnerie et dans le barreau d'avant la Révolution. Avocat au parlement de Paris avant Desèze, il publia en 1773, une édition nouvelle du *Traité des fiefs* de Dumoulin, traduit en français et annoté, qui lui valut, bien jeune encore (1), la réputation d'un profond jurisconsulte. La même année, dans une assemblée générale du Grand Orient, il prononça un discours qui est, assurément, l'un des plus remarquables morceaux d'architecture qui se soient produits parmi nous. Il est à lire en entier (2). Mais, devant me borner strictement, j'en détache, du moins, ce court passage que je recommande, mes FF. ., à votre fidèle souvenir, et que je voudrais pouvoir porter à la connaissance de ceux qui nous méconnaissent :

« Oui, si la régénération des mœurs est possible, c'est à la Maçonnerie qu'il est donné d'opérer ce prodige. Quelle influence, en effet, n'aurait-elle pas si tous les maçons étaient ce qu'ils doivent être ?

« Humains, bienfaisants, charitables, couverts de tout ce que la vertu peut ajouter à la grandeur de l'homme, ils tiendraient lieu aux nations de ces sages qui dans les anciennes républiques, conservèrent longtemps le dépôt des mœurs. Epars sur toute la surface de la terre, ils formeraient la ligue la plus puissante qu'il soit possible d'opposer au vice..... »

Tel a été, mes FF. ., le concours prêté à l'œuvre de la franc-maçonnerie française, à la veille de la Révolution, par d'ém-

(1) Il avait trente-et-un ans, étant né le 28 mars 1742.

(2) V. ci-après, à l'appendice H, la reproduction intégrale de ce discours.

nents magistrats et par des hommes qui s'élevèrent, ensuite, au sommet de la hiérarchie judiciaire. Nous venons de voir combien ce concours fut utile à notre institution : il est permis de croire qu'en réciprocité, par son influence moralisatrice, par les exemples qu'il a suscités, par les changements dont il a été le promoteur, l'ordre maçonnique n'a pas été inutile à l'amélioration de la magistrature. Si un nouveau Montesquieu avait à écrire aujourd'hui de nouvelles Lettres persanes, il n'aurait plus, du moins, à persifler la vénalité des charges de judicature; et un autre Beyerlé se montrerait, sans doute, moins sévère dans ses appréciations sur une partie de ses collègues. Ce n'est là, au surplus, que l'une des manifestations de ce progrès humain dont nous avons toujours été, dont nous serons toujours, les ardents zélateurs.

L'alliance de la Magistrature et de la Franc-Maçonnerie, qui a déroulé devant nous un instructif spectacle, s'explique par une affinité profonde, par un culte commun de la justice. Mais la justice est-elle complète, si elle se borne à punir les coupables et à faire respecter la loi des contrats ? Au siècle passé, les juges, en langage poétique, s'appelaient les prêtres de Thémis : ils étaient les serviteurs d'une divinité vengeresse. En entrant dans le temple symbolique, ils apprenaient à servir une autre divinité, fille de Thémis, mais qui préside à une justice plus large que celle de sa mère, car elle sait récompenser aussi bien que punir. Selon la mythologie, Astrée était descendue sur la terre et y demeura tant que dura l'âge d'or, le temps où régnait Saturne avec Rhée, le temps où les hommes étaient parfaitement heureux parce qu'ils étaient parfaitement justes. L'antique légende avait fait un mirage du passé de ce qui est l'espoir de l'avenir. Cet espoir est précisément l'objectif de notre institution, qui fut formulé en langage poétique, par un franc-maçon, dès la première moitié du siècle de Voltaire :

Le but où tendent nos desseins
Est de faire revivre Astrée,
Et de remettre les humains
Comme ils étaient au temps de Rhée (1).

Voilà notre idéal, que d'autres hommes réaliseront, mais dont nous devons préparer la réalisation, en débarrassant de leurs imperfections la justice répressive et la justice contractuelle, en instaurant, selon le vœu de Pastoret, la justice réparative et celle qui récompense. Comme Moïse mourant, nous voyons au loin devant nous la terre promise : le bonheur de l'humanité par la justice intégrale.

(1) V. ci-après, à l'appendice 1, le *D^r Procope et son Apologie des francs-maçons*.

APPENDICES

ECLAIRCISSEMENTS ET DOCUMENTATION

A. — AIX

Je reproduis, d'après l'exemplaire imprimé qui est aux archives du Grand Orient, le tableau de la loge de l'Amitié dressé en 1784, comme m'ayant paru le plus intéressant de ceux mentionnés au discours.

J'ai cru devoir le faire précéder d'une liste, dressée par ordre de rang et de réception comme magistrats, des membres des deux cours aixoises. Pour la faire, je me suis aidé des deux ouvrages de Cabasse et de de Ribbe, précédemment cités, et aussi de deux manuscrits de l'époque qui se trouvent à la bibliothèque Méjanès (bibliothèque publique de la ville d'Aix, dont le fonds principal provient du marquis de Méjanès) où ils sont catalogués sous les n^{os} 535 (2^e partie) et 634 : 1^o *Notice des officiers de la cour des Comptes, Aides et Finances du pays de Provence, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789* ; 2^o *Notice du parlement de Provence et des officiers qui y ont été reçus depuis son institution jusqu'à présent*. — Ici j'ai cru devoir transcrire les noms propres tels qu'ils sont dans l'un ou l'autre manuscrit, bien que, parfois, ils diffèrent légèrement par rapport aux documents maçonniques. Au siècle dernier, on disait qu'il n'y avait pas d'orthographe pour les noms propres ; et l'on ne s'attachait pas à les reproduire avec une scrupuleuse exactitude, comme l'usage s'en est établi depuis que l'état civil a cessé d'être entre les mains du clergé.

LISTE RÉCAPITULATIVE

*des magistrats du parlement et de la cour des Comptes
ayant fait partie de la loge de l'Amitié.*

PARLEMENT

CONSEILLERS

- 1757 — Joseph-Pierre de Méri, comte de la Canorgue ;
- 1775 — Jean-François d'Allard, seigneur de Néoules ;
- 1776 — Paul-Jean-François d'Alphéran de Bussan ;
- 1776 — Pierre-Jean-François de Lisle-Granville ;
- 1777 — Bruno-Amable-Pierre de Garidel, cosseigneur de Villemurs ;
- 1777 — Joseph-Marc de Barrigue de Fontanieu ;
- 1778 — Jean-Baptiste-Marc de Franc (1) ;
- 1778 — Augustin de Bonet de la Baume (2) ;
- 1782 — Jean-Marie d'Arquier, seigneur de Beaumelle ;
- 1784 — Hyacinthe-Henri-Émile Dedons, marquis de Pierrefeu (3).

AVOCATS GÉNÉRAUX

- 1775 — Joseph-François-Paul d'Eymar, seigneur de Montmeyan (4) ;
- 1776 — Raphaël de Magalon, seigneur de Valdardenne (5).

(1) Mort conseiller à la Cour royale en 1821.

(2) « Il est à présent le seul conseiller-clerc qu'il y ait au parlement, ce qui l'oblige de servir, tous les ans, pendant les vacations. Ce magistrat possède, depuis plusieurs années, la prévôté du chapitre de Lorgues, dignité à laquelle il joint le titre de vicaire général de Senez. » (Ms. 634, p. 441).

(3) « Fils de Marc-Antoine Dedons, marquis de Pierrefeu, lequel était arrière-petit-fils de Pierre Dedons, premier marquis de Pierrefeu, reçu en 1650 conseiller en la cour, en la charge que son père, son aïeul et son bisaïeul avaient remplie avant lui. » (Ms. 634, p. 446).

(4) Mort en 1824 président à la cour royale.

(5) Il avait épousé la fille unique du marquis d'Argens, chambellan de Frédéric II et ami de Voltaire.

COUR DES COMPTES, AIDES ET FINANCES

PRÉSIDENTS

- 1771 — Charles-Antoine de Mazenod ;
 1781 — Claude-Jean-Baptiste Duranti, seigneur de Saint-Louis de la Calade (1) ;
 1781 — Pierre-Jean de Boyer, seigneur d'Eguilles (2) ;

CONSEILLERS

- 1768 — Félix-Jérôme de Duranti de la Calade (3) ;
 1780 — Bruno-Louis-Alphonse de Bougerel, seigneur de Fontienne ;
 1780 — Honoré-Jacques-Bruno de Mouriès ;
 1781 — Joseph-Veran-Philippe de Peyras ;
 1781 — Jean de Mérendol ;
 1782 — Ignace-Joseph-François de Solliers ;
 1784 — Joseph-Tyrse de Pochet.

Novoque sparsit lumine terras.

A la gloire du G. . A. . de l'Univers, au nom et sous les auspices du
 S. . G. . M. . (4)

TABLEAU

des Frères qui composent la R. . L Saint-Jean

De l'Amitié

à l'Or. . D'AIX-EN-PROVENCE tracé le 24^e jour du 4^e mois de l'an 5781.

VÉNÉRABLE

F. . de la Touloubre, avocat au Parlement, confirmé dans la place de
 Vénérable

PREMIER SURVEILLANT

F. . de Duranti de la Calade, président à la cour des Comptes,
 Aides et Finances

(1) Il avait été conseiller depuis 1750.

(2) Neveu du marquis d'Argens.

(3) Fils du président Claude-Jean-Baptiste.

(4) Sérénissime Grand Maîtres, — Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, alors duc de Chartres.

SECOND SURVEILLANT

F. : **de Fontainieu**, *conseiller au Parlement*

EX-MAITRE

F. : **d'Alphéran de Bussan**, *conseiller au Parlement*

ORATEURS

F. : **Portalis**, *avocat au Parlement*

F. : **Collin**, *avocat au Parlement*

F. : **Guieu**, *avocat au Parlement*

GARDE DES SCEAUX, TIMBRE ET ARCHIVES

F. : **de Ricard**, *avocat au Parlement, greffier des Etats*

SECRÉTAIRES

F. : **d'Eymar de Montmeyan**, *avocat général au Parlement*

F. : **Gazan**, *avocat au Parlement*

TRÉSORIER

F. : **Etienne Michel**, *négociant*

AUMÔNIER

F. : **Verdollin**, *avocat au Parlement*

EXPERTS

F. : **Turrel**, *négociant*

F. : **de Coye de Castellet**, *gentilhomme*

F. : **d'Allard de Néouilles**, *conseiller au Parlement*

MAITRES DES CÉRÉMONIES, GARDES DU TRÔNE

F. : **Peise**, *greffier au Parlement*

F. : **Audier**, *lieutenant-général-civil au siège général de Provence*

F. : **Jaubert**, *avocat au Parlement*

MAITRES DES CÉRÉMONIES

F. : **de Garidel**, *conseiller au Parlement*

F. : **Paul**, *avocat au Parlement*

F. : **Eynaud**, *avocat au Parlement*

F. : **de Solliers**, *conseiller à la cour des Comptes, Aides et Finances*

MAITRES D'HOTEL

F. : **de Meri**, *comte de la Canorgue, conseiller au Parlement*

F. : **Maurel**, *procureur au siège général de Provence.*

F. : **Basin**, *receveur des fermes du Roi*

ARCHITECTES DU TEMPLE

F. : **de Fischer de Villy**, *contrôleur des Postes*

F. : **Leydet**, *architecte*

F. : **Saurin**, *sculpteur*

INFIRMIERS

F. : **Génant**, *prêtre, bénéficiaire de l'Eglise métropolitaine*
 F. : **de Fabregues**, *avocat au Parlement*
 F. : **Gras**, *chirurgien*

SURINTENDANTS D'HARMONIE

F. : **de Magallon**, *avocat-général au Parlement*
 F. : **Tronc**, *lieutenant-particulier au siège général de Provence*
 F. : **d'Arquier de Beaumelles**, *conseiller au Parlement*

TERRIBLE

F. : **de Mérendol**, *conseiller à la cour des Comptes, Aides et Finances*

THUILEUR

F. : **Bernard** fils, *avocat au Parlement*

CHEVALIERS DE L'ORIENT

Frères. :
Mollet de Barbabelles, *visiteur-général des Gabelles*
de Possel, *chevalier de l'ordre royal et militaire Saint-Louis, capitaine des vaisseaux du Roi*
de Mérigon, *capitaine du troisième régiment des chevaux légers*
d'Oreill, *commissaire des Guerres*
Bourguignon de Fabregoules
 Marquis d'**Allein**
de Thomas, *marquis de la Valette*
Brémond, *avocat au Parlement*
de la Calade fils, *capitaine au régiment de Rouergue, infanterie*
Fabry, *avocat du Roi au siège général de Provence*

ECOSSAIS

Duplessis, *officier au régiment d'Ernest*
Jouilly des Forets, *receveur des domaines du Roi*

ELUS

de Bonnaud, *gentilhomme*
de Matheron d'Aubenas fils
de Gastaud fils
Isnard, *avocat au Parlement*
de Boyer d'Eguilles, *président à la cour des Comptes, Aides et Finances*
Perrin aîné, *négociant*.
de Duranti fils, *conseiller à la cour des Comptes, Aides et Finances*
de Miollis, *officier au régiment d'Angoumois, infanterie*
de Fontienne, *conseiller à la cour des Comptes, Aides et Finances*
de Franc fils, *conseiller au Parlement*
Verdet, *avocat au Parlement*
Guerin, *avocat au Parlement, de l'Académie de Marseille*

MAITRES PARFAITS

Mathieu, *négociant*
de Choblet, *receveur des domaines du Roi*

de Moriès, conseiller à la cour des Comptes, Aides et Finances
de Peiras, conseiller à la cour des Comptes, Aides et Finances

MAITRES

d'Adaoust

Tavernier, lieutenant-général des soumissions au siège général de
Provence

Merendol, avocat au Parlement

Mareschal, avocat au Parlement

Jouve, avocat au Parlement

de Boyer d'Eguille, chevalier de l'ordre de Malte, enseigne des
vaisseaux du Roi

Faure de Vercorps, procureur du Roi au bureau des finances

de Portalis, officier au corps royal du génie

de Saint-Pere, officier au régiment de Perche, infanterie

d'Eymar, avocat au Parlement

Jourdan d'Aubagne, avocat au Parlement

Abbé de Pradines, aumônier de madame la comtesse d'Artois

Abbé Sisteron, prêtre, chapelain de l'Eglise métropolitaine

de Lisle-Grandville, conseiller au Parlement

de Boyer d'Eguilles, chevalier de l'ordre de Malte, officier de
cavalerie

Sigaud, ingénieur-architecte des Etats

de Barrigues de Fontainieu, enseigne des vaisseaux du Roi

Ricard, avocat au Parlement

COMPAGNONS

L. C. Jaubert, avocat au Parlement et docteur en médecine

Abbé de la Beaume, conseiller-clerc au Parlement

de Barnouin fils

Comte de Vento des Pennes

Abbé Ravel, chapelain de l'Eglise métropolitaine

Reillane, avocat au Parlement

Aune, greffier en chef de la chambre des Eaux et Forêts

Folge

Jourdan, avocat au Parlement

Feraud

Estienne

de Sauvaire, trésorier-général de France au Bureau des finances

d'Antoine de Taillas, trésorier-général de France au Bureau des
finances

de Siméon fils, avocat au Parlement, professeur de droit à l'Uni-
versité, assesseur d'Aix, procureur du pays

APPRENTIS

Jauffret

Pierrugees, avocat au Parlement

Angleis

Ravel cadet

Dos

Bremond

du Poet du Vernègues, officier au régiment royal de Normandie,
cavalerie

Faure de Châteauneuf, avocat au Parlement

Jauffret, avocat au Parlement

Verryon d'Esclans, *avocat au Parlement*
Abbé Chausse, *maître de pension*
d'Autheman fils
de Pochet, *conseiller à la cour des Comptes, Aides et Finances*
Blanc, *avocat au Parlement*

HARMONIE

Surintendants. — de Magallon — Tronc — d'Arquier des Beaumelles
Hautes-Contres. — Peise — Brémond — Gras
Basses-Tailles. — de Néouilles — Guieu — abbé Chausse
Violons. — Abbé Sisteron — Estienne — Polge — Ravel cadet — Jour-
dan — Dos — Faure de Châteauneuf — Feraud
Flûtes. — de Matheron — d'Aubenas fils — Basin
Basses. — Bernard fils — abbé Bavel
Bassons. — Abbé Genant — Paul

Fabre, *traiteur.*

Estienne Hugues,	compagnon	} <i>Frères servants</i>
Michel Chabaud,	compagnon	
Jean-Baptiste Chevalier,	apprenti	
Pierre Mazouc,	apprenti	
Arnaud,	apprenti	
Antoine Bernard,	apprenti	
Jean Marcellin,	apprenti	} <i>concierge</i>
Jacquet,	apprenti	

Adresse directe et permanente de la L. . de l'Amitié ;

à M. de Ricard, greffier des Etats de Provence,
à Aix.

Scellé et timbré par nous, Garde
des Sceaux, timbre et archives
de la R. . L. .

Par mandement
de la R. . L. .

Signé : F. . GAZAN, *secrétaire*

Signé : F. . RICARD (L. S.)

*Vu par nous Vénérable de
la R. . L. . de l'Amitié.*

Signé : F. . DE LA TOULOUSE

B. — GRENOBLE

TABLEAU GÉNÉRAL

Des Frères qui composent la T.^{te}. R.^{te}. L. **de la Bienfaisance et de l'Égalité** à l'O.^{te}. de GRENOBLE, réunie au Directoire Ecossais d'Auvergne, séant à Lyon, sous l'inspection de la Régence Ecossaise du département, pour servir depuis la fête de Saint-Jean 5785 jusqu'à par-ail jour de l'année 5786.

OFFICIERS DE LA LOGE

NOMS DES FRÈRES	QUALITÉS CIVILES	DIGNITÉS ET CHARGES	GRADES
Comte de Virieu	<i>mestre-de-camp en second du régiment de Monsteur, infanterie</i>	Député-Maitre des LL. ^{te} . réunies du District	Tous les grades
Marquis de Barral de Montferrat	<i>président à mortier au Parlement</i>	Vénérable Maitre jusqu'à la fête de S.-Jean d'été 5787	Tous les grades
Savoye de Rollin	<i>avocat général au Parlement</i>	Premier surveillant	Maitre Ecossais
La Salcette	<i>conseiller au Parlement</i>	Second surveillant	Maitre Ecossais
Blanc	<i>avocat consistorial</i>	Orateur	Tous les grades
Amar	<i>avocat au Parlement</i>	Secrétaire en chef, Garde des sceaux, timbres et archives	Maitre Ecossais
Allemaud Dulauron	<i>avocat au Parlement, procureur du Roi au siège de police</i>	Tresorier ordinaire de la loge	Maitre Ecossais
d'Hugues	<i>président en la cour des Comptes</i>	Tresorier des aumônes	Maitre Ecossais
Champel	<i>avocat consistorial</i>	Maitres des cérémonies	Tous les grades
Royer	<i>avocat au Parlement</i>	Econome, 1 ^{er} adjoint du Maitre des cérémonies	Maitre Ecossais

OFFICIERS ADJOINTS

NOMS DES FRÈRES	QUALITÉS CIVILES	DIGNITÉS ET CHARGES	GRADES
Jolly Durand Faiguet Travail do Besson Faure Colinet La Salle	avocat au Parlement secrétaire de l'Intendance subdélégué à Grenoble conseiller au Parlement avocat au Parlement ancien directeur des travaux des Vivres secrétaire de l'Intendance	adjoint du 4 ^{er} surveillant adjoint du 2 ^d surveillant adjoint de l'orateur adjoint du secrétaire adjoint du trésorier adjoint de l'Élémozinaire adjoint de l'Economat et du Maître des cérémonies	Maître Ecossais Maître Ecossais Tous les grades Maître Maître Ecossais Maître Ecossais Maître Ecossais

FRÈRES AGRÉGÉS, membres ordinaires de la Loge

Faure de Beauregard Prunelle de Lierre Chevalier de la Croix-de-Sayve Baron de Barral Marquis de Pina de Saint-Didier Abbé de Barral Pascal Beyle Mallein la Rivcire	avocat au Parlement de Paris écuyer ancien mestre-de-camp de cavalerie, bailli de l'Ordre de Malte conseiller au Parlement ancien capitaine de cavalerie vicaire général du diocèse de Sens négociant, colonel de la Milice bour- geoise avocat au Parlement procureur au Bailliage	Tous les grades Tous les grades Tous les grades Tous les grades Affilié à la Grande Loge Ecossaise Tous les grades Maître Ecossais Maître Ecossais Maître Ecossais
--	---	--

FRÈRES AGRÉGÉS, membres ordinaires de la Loge (suite)

Patras de Lange			<i>Maitre Ecossais</i>
Marquis de la Porte de l'Artaudière	<i>capitaine-commandant au régiment de la Reine, infanterie</i>		<i>Maitre Ecossais</i>
Verney	<i>officier supérieur de gendarmerie</i>		<i>Maitre Ecossais</i>
Colson	<i>caissier de l'extraordinaire des guerres</i>		<i>Maitre Ecossais</i>
Chabert de Fondville	<i>trésorier de la mine d'Allemont</i>		<i>Maitre Ecossais</i>
	<i>conseiller maître ordinaire en la cour des Comptes</i>		
Giroud	<i>avocat au Parlement</i>	<i>Maitre</i>	
Mallein l'ainé	<i>avocat consistorial</i>	<i>Maitre</i>	
Cotton	<i>avocat au Parlement</i>	<i>Maitre</i>	
Lizambert	<i>commiss principal des domaines du Roi bourgeois</i>	<i>Maitre</i>	
Reinier	<i>négoçant</i>	<i>Maitre</i>	
Félix	<i>procureur au Bailliage</i>	<i>Maitre</i>	
Romain Mallein	<i>caissier de la Recette des tailles de la province de Dauphiné</i>	<i>Maitre</i>	
Bernard	<i>commissaire des Guerres</i>	<i>Maitre</i>	
Desguers	<i>directeur de la fabrique des blondes à Sassenage</i>	<i>Maitre</i>	
Ducoin	<i>capitaine de cavalerie</i>	<i>Maitre</i>	
Comte de Vourei	<i>conseiller-auditeur en la cour des Comptes</i>	<i>Maitre</i>	
Benoit-Duprier	<i>subdélégué à la Mure</i>	<i>Maitre</i>	
Genevois	<i>président en la cour des Comptes</i>	<i>Maitre</i>	
de Véronne	<i>avocat au Parlement</i>	<i>Maitre</i>	
Bonnet-Dumellard	<i>négoçant en gros</i>	<i>Maitre</i>	
Dolle l'ainé	<i>négoçant</i>	<i>Maitre</i>	
Bottut fils			
Savoie Desgranges	<i>licencié ès-droit</i>	<i>Compagnon</i>	

Marquis de la Croix-de-Sayve Bouvier Cheynet	président à mortier au Parlement avocat au Parlement avocat au Parlement	Compagnon Compagnon Compagnon
Cécilion Dupérier Dumas Rochetière de Chalvet	avocat au Parlement ancien conseiller au Parlement	Apprenti Apprenti Apprenti
FRÈRES ASSOCIÉS LIBRES		
Le Noir de la Roche de Flamette	avocat consistorial, résidant à Paris capitaine au régiment de Bretagne	Tous les grades Tous les grades
Marquis de la Tour-du-Pin Mon- tauban	brigadier des armées du Roi, mestre- de-camp, commandant du régiment de Rouergue, infanterie	Maitre Ecossais
Sanci de Malavilé Lagier de Vaugelas Chevalier de Sayve Abbé de Barral	capitaine au corps royal de l'artillerie avocat consistorial résidant à Die chevalier de l'ordre de Malthe doyen de Kairac, vicaire général du diocèse de Troye	Maitre Ecossais Maitre Ecossais Maitre Ecossais Maitre Ecossais
Abbé de Pina	vicaire général du diocèse du Puy	Maitre Ecossais
Lauzier	avocat au Parlement	Maitre
Marquis de la Tour Maubourg	mestre-de-camp en second du régiment de Beaujolais, infanterie	Maitre
Odouart cadet	avocat du Roi en la sénéchaussée de Montélimart	Maitre
Amar de Chatelard	résidant à Barraux	
Marquis de Murinais	capitaine de dragons au régiment de Lescur	Compagnon

FRÈRES ASSOCIÉS LIBRES (suite)

Chevalier d'Arneville
 Béjui de la Coche
 Chevalier de la Salcette

Odouard l'ainé

Serret

Rivière de la Mure

<i>officier au régiment de Bretagne capitaine au corps royal du génie officier au régiment de l'Isle-de-France</i>	<i>Compagnon Compagnon Compagnon</i>
<i>négoçiant en gros, résidant à Montéli- mart</i>	<i>Apprenti</i>
<i>procureur du Roi en la sénéchaussée de Montélimart</i>	<i>Apprenti</i>
<i>garde des sceaux près le Parlement, résidant à Châteauneuf-du-Rhône</i>	<i>Apprenti</i>

FRÈRES SERVANTS

Le Mère
 Germain
 Martin

concierge de la Loge
 attaché à la Loge
 attaché à la Loge

Apprenti
 Apprenti
 Apprenti

Approuvé et certifié le présent tableau général de la T. : R. : L. de la Bienfaisance et de l'Egalité à l'Orient de Grenoble, conforme à la publication faite en Loge générale régulièrement assemblée le jour de S.-Jean d'été, 24 juin 5785.

(L. S.)

Par mende ment

de la T. : R. : L. : de la Bienfaisance et de l'Egalité

Signé : AMAR

Adresse directe de la Loge :
 à Monsieur FÉSAN DE BANÉCIE, chez M. Amar
avocat au Parlement, rue Brocherie
 à Grenoble

Secrétaire en chef, Garde des sceaux, timbres et archives

C. — BESANÇON

TABEAU

Des FF. qui suivent l'atelier de la loge **de la Sincérité** à l'O. : de BESANÇON, clos le 17^{me} jour du 6^{me} mois de l'an de la V. : L. : 5778

OFFICIERS DE LA LOGE

NOMS DE FAMILLE	QUALITÉS CIVILES	QUALITÉS MAÇONNIQUES
F. : Tharin	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né, Vénérable
F. : Maire de Boulignez , fils	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né, 1 ^{er} Surv. ; ex-Vénérable
F. : Maire de Boulignez , père	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né, 1 ^{er} Survillant adjoint
F. : Monniette	<i>conseiller au Baillage et Présidial</i>	membre né, 2 ^a Survillant adjoint
F. : Hugon	<i>chanoine à la Métropole</i>	membre né, 2 ^a Survillant adjoint
F. : Mugeot	<i>avocat au Parlement</i>	membre né, Zélateur
F. : Martenne	<i>avocat du Roi au Baillage</i>	membre né, Zélateur adjoint
F. : Matherot de Romange	<i>grand chantre au chapitre Ste-Made- taine</i>	membre né, Secrétaire, ex-Vénérable
F. : d'Auxiron	<i>avocat au Parlement</i>	membre né, Secrétaire adjoint
F. : Hugon	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né, Trésorier
F. : de Vereham	<i>prestre</i>	membre né, Trésorier adj. Aumônier
F. : Bouchet	<i>ancien contrôleur d'artillerie</i>	agréé, Maître des cérémonies
F. : Pierre	<i>docteur en médecine</i>	membre né, M. : des cérém. : adjoint
F. : Thiebaut	<i>secrétaire du Roi</i>	membre né, Préparateur
F. : de Charmoille	<i>chan. à la Métrop. conseiller clerc au Parlement</i>	membre né, Préparateur adjoint

OFFICIERS DE LA LOGE (suite)

NOMS DE FAMILLE	QUALITÉS CIVILES	QUALITÉS MAÇONNIQUES
F.: Courvoisier	<i>avocat au Parlement</i>	membre né, Orateur
F.: Lombard	<i>avocat au Parlement</i>	membre né, Orateur adjoint
F.: Coquelin de Morey	<i>conseiller au Parlement</i>	agrégé, Garde des Sceaux
F.: Oyselet de Légnia	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né, Garde des sceaux adjoint
F.: de Chaffoi	<i>officier au régiment de Lanans dragon</i>	membre né, Garde des portes
F.: Besuchet	<i>conseiller au Bailliage et Présidial</i>	membre né, Garde des portes adjoint
F.: Rancbourg	<i>contrôleur des fermes de la Ville</i>	membre né, Surintendant des bâtiments
F.: Fraichot	<i>professeur de l'Académie de peinture et sculpture</i>	agrégé, décorateur adjoint

SUITE DU TABLEAU DES FF.:

F.: Billon	<i>greffier en chef au Bailliage</i>	membre né
F.: Boutin de Diencourt fils	<i>directeur général des fermes du Roi</i>	membre né
F.: Daclin	<i>conseiller au Magistrat</i>	membre né
F.: d'Annoires	<i>ancien avocat général au Parlement</i>	agrégé
F.: de Castillen	<i>officier au régiment de Bassigny</i>	membre né
F.: de Plantieres	<i>officier au régiment de Royal cravates, cavalerie</i>	agrégé
F.: de Saint Eron	<i>officier au régiment de Royal cravates, cavalerie</i>	agrégé
F.: de Sainte Croix	<i>officier au régiment de Lanans, dragon</i>	membre né
F.: de Voisey	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né
F.: Dumont de Veaux	<i>conseiller au Magistrat</i>	membre né
F.: d'Uziez de Byans	<i>écuyer</i>	membre né
F.: Goux de Villeguindry	<i>avocat au Parlement</i>	agrégé
F.: Jeannot de Courchaton	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né
F.: Jobard de Boivans	<i>avocat au Parlement</i>	membre né
F.: Joli de Mantôche	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né
F.: Maire de Bouligneux	<i>officier au corps royal du génie</i>	agrégé
F.: Seguin	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né
F.: Sandret	<i>conseiller au Parlement</i>	membre né
F.: Willoz	<i>ancien échevin de la Ville</i>	membre né

FF.: SERVANTS

F.: Gindre	Maitre
F.: Dagonay	Apprentif
F.: Willaume	Apprentif
F.: Jenthier	Apprentif

TABLEAU DES SOEURS qui composent la Loge d'adoption dirigée
par les officiers de celle de la Sincérité

NOMS DE FAMILLE	QUALITÉS MAÇONNIQUES
S.: intendante de la Coré	Grande Maitresse, Ecossaise
S.: marquise de Villervauzey	Grande Inspectrice, Maitresse
S.: de Fédry	Oratrice, Maitresse
S.: comtesse de Durfort	Ecossaise
S.: Willez	Ecossaise
S.: Damoiseau	Maçonne parfaite, ex-Maitresse
S.: Griois	Maçonne parfaite
S.: présidente de Rosières	Maitresse
S.: marquise de Felletan	Maitresse
S.: conseillère Varin de Fresne	Maitresse
S.: marquise de Germigney	Maitresse
S.: Maire de Bouligneux , conseil- lère.	Maitresse
S.: conseillère de Janey	Maitresse
S.: Courvoisier	Maitresse
S.: Philipon	Maitresse
S.: d' Arcon	Maitresse
S.: de Castillon	Maitresse
S.: Dumont de Veaux	Maitresse
S.: Blanchard	Maitresse
S.: conseillère Tharin	Compagnone
S.: marquise de Molan	Compagnone
S.: baronne de Glanç	Compagnone
S.: de Vregille	Compagnone
S.: de Sauvagné	Compagnone
S.: de Maijonade	Compagnone

Signé : *Tharin vénérable*

(L. S)

Scellé et timbré par nous

Garde des sceaux

Signé : *Coquelin de Morey*

Par mandement

Signé : *de Romange secrétaire*

D. — DIJON

TABLEAU

De la . . L. . . de la **Concorde** réunie sous le Dirc-toire Écossais séant à Strasbourg. A l'Orient de DIJON
à la Saint-Jean-Baptiste 1873

NOMS	QUALITÉS CIVILES	DIGNITÉS EN L. . .	GRADES
Antoine Esmonin de Dampierre Charles-Claude Devoyo do Champre- nault	<i>ancien président à mortier</i> <i>conseiller au Parlement</i>	Député Maître Maître en chaire	4° 4°
François Leclero Jacques Nubla Jean-Bernard Cocquard Antoine-Michel Leroux	<i>organiste de l'église de Dijon</i> <i>négociant</i> <i>maître des Comptes</i> <i>chirurgien-major de l'Hôpital</i>	ex-Maître Premier Surveillant Second Surveillant Orateur Secrétaire	4° 4° 8° 4° 4°
Pierre Bernard Ranfer de Breten- nière Pierre Théry comte de Vienne	<i>directeur au dépôt des glaces</i> <i>ancien mestre de camp de cavalerie</i> <i>avocat au Parlement</i> <i>d'un régiment de son nom</i>	Trésorier Élémosinaire	3° 4°
Jean-Baptiste Pelversié Noël Bezulier Guillaume-Augustin Calen François-Philibert Laureau de La- vault	<i>arpenteur de la Maîtrise</i> <i>ancien conseiller au Parlement</i> <i>maître des Comptes</i>	Maître des cérémonies Econome Adjoint à la place de premier surveillant Adjoint à la place de second surveillant Adjoint à la place d'Orateur	4° 4° 4° 3° 4°
Claude-Louis de la Loge de la Fon- tenelle	<i>ancien président à mortier</i>		

NOMS	QUALITÉS CIVILES	DIGNITÉS EN L	GRADES
Antoine-Bernard Derse	<i>procureur aux Comptes</i>	Adjoint à la place de Secrétaire	4 ^e
Christien-Gasparl de Macheco , marquis de Fremaux	<i>ancien président à mortier</i>	Adjoint à la place d'Elémosinaire	3 ^e
Jean-Baptiste de Beauregard	<i>officier au régiment de Guienne</i>	Adjoint à la place de Maître des cérémonies	4 ^e
Etienne Guélaud	<i>solliciteur aux Consuls</i>		4 ^e
Charles-Henri Borel de la Rochette	<i>arocat et archiviste de la ville de Dijon</i>		4 ^e
Gaillaume Raviot	<i>vicomte-maire et lieutenant général de police de la ville de Dijon</i>		4 ^e
Frédéric-Henri Richard	<i>président à mortier</i>		4 ^e
Antoine Bouché	<i>notaire</i>		3 ^e
Jean-Baptiste Thomas	<i>arpenteur de la Table de marbre</i>		3 ^e
Augustin-Martin d' Ozilly	<i>seigneur d'Ozilly</i>		3 ^e
Gaillaume Perreney de charey	<i>chevalier de St-Louis, major du châteaude Dijon</i>		3 ^e
Jean Guillemot	<i>arocat au Parlement</i>		3 ^e
Jean-Philibert Constantin de Surjoux	<i>conseiller au Parlement</i>		3 ^e
Louis Fardel de Daix	<i>président au Parlement</i>		3 ^e
Claude-Marie-Antoine chartraire de Montigny	<i>trésorier général des Etats de Bourgogne</i>		3 ^e
Jean - Jacques - Antoine Mollerat de Souhey	<i>seigneur de Souhey</i>		3 ^e
Jean-Baptiste de Forest	<i>conseiller au Parlement</i>		2 ^e
André-Nicolas Perille	<i>géomètre</i>		2 ^e
Jacques Cottin de Jouce	<i>conseiller au Parlement</i>		1 ^{er}
MEMBRES ASSOCIES LIBRES			
Jean-Baptiste Gagnare de Joursanvault	<i>ancien chevaux-léger, à Beaune</i>		4 ^e
Carnot	<i>chanoine de Nuits</i>		4 ^e
Claude-Philibert Varenne de Penille	<i>écuyer, à Paris</i>		3 ^e

A la Gloire du G. A. de l'Univers, et sous les auspices de Son Altesse la Sœur Duchesse de Bourbon, Grande Maîtresse des LL. . . d'Adoption de France.
 TABLEAU des Sœurs qui composent la R. . . L. . . d'adoption sous le titre distinctif de la Concorde à l'Orient de Dijon, pour l'année 5783.

NOMS	DIGNITÉS CIVILES	DIGNITÉS	GRADES
S. : Macheco	<i>marquise de Premeaux</i>	Grande Maîtresse	Maîtresse parfaite
S. : Raviot	<i>vicomtesse-maieur</i>	Grande Inspectrice	Maîtresse parfaite
S. : Chartraire	<i>marquise de Bourbonne</i>	Oratrice	Maîtresse parfaite
S. : Devoyo	<i>dame de Champrenault</i>	Dépositaire	Maîtresse parfaite
S. : Martin	<i>dame d'Ozilly</i>		Maîtresse parfaite
S. : de la Tour-du-Pin de Gouvernet de la charce, comtesse de Crenay	<i>dame d'honneur de Matois</i>		Maîtresse parfaite
S. : Marquiso de Vergennes	<i>marquise de Vergennes</i>		Maîtresse parfaite
S. : Perrenet de Charay	<i>dame de Charay</i>		Compagnone
S. : Fardel de Daix	<i>dame de Daix</i>		Compagnone
S. : Mollerat de Souhey	<i>dame de Souhey</i>		Compagnone
S. : Ranfer de Bretenière	<i>dame de Bretenière</i>		Compagnone
S. : Macheco	<i>comtesse de Macheco</i>		Apprentie
S. : Machece	<i>comtesse de Thesut</i>		Apprentie

Fait et arrêté à l'Orient de la Concorde régulièrement assemblée le premier juillet 1782

Signé : Devoyo

Scellé et timbré par nous Secrétaire en chef et Garde des Sceaux de la L. . . de la Concorde

Signé : Guelaud (L S)

Adresse directe , à Monsieur Guelaud l'ainé, solliciteur en la juridiction Consulaire, rue du Champ de Mars, à Dijon

CONCIERGE

Nicolas Marchand, sergent de la Ville 1^{er}

FRÈRES SERVANTS

Pierre Lobrot	domestique du F. : Raviot	2 ^e
Pierre Cuny	domestique du F. : Devoyo	1 ^{er}
Toussaint Claude	domestique du F. : Richard	1 ^{er}
Claude Golard	domestique du F. : de Beauregard	1 ^{er}
Jean Farion	domestique du F. : de Dampierre	1 ^{er}

Fait et arrêté à l'Orient de la Concorde, régulièrement assemblée le sixième jour du cinquième mois de la vraie Lumière 5783, et de l'Ere vulgaire le juillet 1783

Signé : *Devoyo*

Vénérable Maître

Scellé et timbré par nous Garde des sceaux et
Secrétaire la L. . : de la Concorde

(L. S.)

Signé : *Ranfer de Breteniere*

Adresse directe : à monsieur Ranfer de Bretenière, maître des comptes,
rue Saint-Etienne, à Dijon

E — COLMAR

TABLEAU

Des Frères qui composent la R. : Loge **de la Concorde**, à l'Orient de COLMAR, réunie au Directoire Ecossais séant à Strasbourg, sous l'inspection de la Grande Loge (Régence) Ecossaise du Département, 24 juin 1787

NOMS DES FRÈRES	QUALITÉS CIVILES	CHARGES	GRADES
Jos.-Ant. de Munck	<i>conseiller au Conseil souverain d'Alsace</i>	Député Maître	4 ^e
Fr.-Ant. Payen de Montmor	<i>idem</i>	Maître en chaire	4 ^e
Michel-Jacques de Michelet	<i>idem</i>	ex-Maître	4 ^e
Fr.-Antoine Queffemne	<i>idem</i>	ex-Maître	4 ^e
Jean Buob	<i>statuaire</i>	1 ^{er} Surv. : et Elémossinaire	4 ^e
Fr.-Jos.-Alexis de Zaiguelius	<i>cons. au Cons. Souv. d'Alsace</i>	2 ^a Surveillant	3 ^e
Jacques-Frédéric Titot	<i>directeur de l'Institut des demoiselles protestantes</i>	Orateur	4 ^e
Jean-Fr.-Xav. Villard	<i>avocat et greffier du Cons. Souverain d'Alsace</i>	Secrétaire de la Loge	4 ^e
Nic.-Ch.-Louis Blanchard	<i>avocat</i>	Secrétaire, Garde des sceaux, timbres et archives	3 ^e
Jean-Jos.-Léop. de Wimpffen	<i>idem</i>	Trésorier	3 ^e
Fr.-Antoine Beurst	<i>idem</i>	Maître des cérémonies	3 ^e
Jean-André de Sandherdt	<i>agent de la SS. Maison de Wurtemberg</i>		4 ^e
Louis Schirmer	<i>avocat</i>		3 ^e
George-Nic. Klein	<i>greffier de la Ville</i>		3 ^e
Zénobie de Müller	<i>chanoine</i>		3 ^e

NOMS DES FRÈRES	QUALITÉS CIVILES	CHARGES	GRADES
George-Xav. Nansé	<i>notaire royal</i>		3 ^e
Philip Danzas	<i>avocat</i>		3 ^e
Jean-Baptiste Larcher	<i>bailli d'Orbey</i>		3 ^e
Antoine Blanchot	<i>trésorier</i>		3 ^e
J.-Ul. Metzger	<i>trésorier en survivance</i>		3 ^e
Louis Dubois	<i>avocat</i>		3 ^e
J.-B. Meyer	<i>notaire royal</i>		3 ^e
G. Haussmann	<i>négoçiant</i>		3 ^e
Sébastien Simon	<i>avocat</i>		3 ^e
M. Haussmann	<i>entrepreneur de la Manufacture royale</i>		3 ^e
J. Haussmann	<i>banquier</i>		3 ^e
B. Grég. Boyet	<i>procureur de l'abbaye de Münster</i>		4 ^e
Théod. Donnat	<i>avocat</i>		4 ^e

FF. SERVANTS DE LA LOGE

M. Hecker concierge de la Loge
 F. Tempel garde du Temple
 J. Schleyer décorateur

Adresse de la Loge

à M. Blanchard, avocat au Conseil Souverain d'Alsace
 à Colmar.

F. — ROUEN

TABLEAU

De la L. : S.-Jean, régulièrement constitué à l'O. : de PAVILLY près Rouen, sous le titre distinctif de **Raoul**, affiliée à la Parfaite Union

FF. : MEMBRES DE LA R. : L. :		QUALITÉS	
		MAÇONNIQUES	CIVILES
Membre honoraire	camus de Pontcarré	P. : R. : + :	<i>premier président du Parlement</i>
	E. R. M. Le Ronx d'Esneval	P. : R. : + :	<i>président à mortier</i>
	P. E. de Miolis	P. : R. : + :	<i>officier au régiment de la Sarre</i>
	G. H. : de Paix de cœur de Beaufamel	P. : R. : + :	<i>garde du corps du Roi</i>
	V. de Gressent	P. : R. : + :	<i>substitut au Parlement</i>
	G. Ferry	Chev. de l'O. :	<i>avocat au Parlement</i>
	G. A. de la Bunodière de St-Georges	P. : R. : + :	<i>gentilhomme</i>
	N. A. Anquetil	P. : R. : + :	<i>curé de Pavilly</i>
	R. A. Le Sens de Folleville	P. : R. : + :	<i>président à mortier</i>
	F. Tirebarbe de la Ville	Maitre	<i>capitaine des grenadiers royaux</i>
OFFICIERS DIGNITAIRES	T. L. C. L. de Frondeville	Chev. de l'O. :	<i>président à mortier</i>
	F. Mauger	Maitre	<i>curé de Varanne</i>
	J. F. Blanchés	Maitre	<i>curé de Saint-Germain</i>
	H. A. de Rasset	Maitre	<i>chev. de l'ordre de S.-Jean de Jerusalem</i>
	P. L. Roel de Cadarect	Maitre	<i>chanoine de la Soussaye</i>
	P. A. Mustel	Chev. de l'O. :	<i>notaire-secrétaire</i>
	L. F. Lambert de S.-Mars	Maitre	<i>officier de cavalerie</i>
	R. A. H. de Courteilles	Maitre	<i>conseiller au Parlement</i>
Député de la Loge au G. : O. : le F. : d'Oisy de Villargennes, avocat au Parlement			

Nous certifions le présent pour que foi y soit ajoutée.
A l'O. : de Pavilly le 26^e jour du 4^e mois 5785.

Scellé et timbré
(L. S.)
Signé : ANQUETIL

Signé : DE LA BUNODIÈRE
DE S.-GEORGES

Signé : GRESSENT,

Signé : LE ROUX d'ESNEVAL
C^{te} K. S. vénérable de la L. :
de Raoul

G — TOULOUSE

A défaut de documents qui permettent de les classer par ordre de réception, voici, par ordre alphabétique, la liste récapitulative des magistrats du Parlement qui, en 1786, ont certainement fait partie de l'une ou de l'autre des trois loges : Parfaite Amitié, de Clermont, Vérité reconnue

PRÉSIDENTS

de Belloc
Daspe

de Fajac
de Sapte

CONSEILLERS

d'Aufréry (abbé)
de la Brousse de Vervaret
de Caumont de Combettes
Dasezet
Belong fils
de Dupin
Duroc de Mauroux
d'Heliot
de Labourrelie
de Labroue
Larcholle
de Laroquan

de Lespinasse
de Malcor
Pourcharamet
de Reynal
de Rigaud
de Rochefort
de Rouville
de Segla
de Siran
de Taillasson
de Trinqualie

CONSEILLERS HONORAIRES

d'Azas
de Comere (baron)

Delong père
de Fajole

AVOCATS GÉNÉRAUX

de Catelan

de Latresme

de Resseguier

SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Peney

de Salasc

Juncti invicti

TABLEAU

Des officiers et membres de la R. V. L. V. de la **Parfaite Amitié**, à l'O. V. de TOULOUSE, arrêté le 24 juin 1786

F. V. de Resseguier	<i>avocat général au Parlement</i>	Vénérable
F. V. de Sapte	<i>président à mortier</i>	Premier Surveillant
F. V. de Rigaud	<i>conseiller au Parlement</i>	Second Surveillant
F. V. de Malcor	<i>conseiller au Parlement</i>	ex-Maitre
F. V. de Siran	<i>conseiller au Parlement</i>	Orateur
F. V. Cassaigne	<i>avocat au Parlement</i>	Secrétaire
F. V. Lamarqus	<i>avocat au Parlement</i>	Trésorier
F. V. marquis de Pordéac	<i>écuyer</i>	Maitre d'hôtel
F. V. de Fajole-Gisoaro	<i>conseiller au Parlement</i>	Terrible
F. V. de Labroue	<i>conseiller au Parlement</i>	Maitre des cérémonies
F. V. de Laroquan	<i>professeur en médecine</i>	Garde des sceaux
F. V. Dubaur	<i>professeur en chirurgie</i>	Visiteurs des malades
F. V. Frizac	<i>chanoine de Saint-Jean</i>	Infirmier
F. V. abbé Sempé	<i>chanoine de Montauban</i>	M. V.
F. V. abbé de Saint-Romain	<i>avocat au Parlement</i>	M. V.
F. V. Sicard	<i>président au Parlement</i>	M. V.
F. V. de Fajac	<i>avocat au Parlement</i>	M. V.
F. V. Malpel	<i>avocat au Parlement</i>	M. V.
F. V. Ferrey	<i>substitut du Procureur général</i>	M. V.
F. V. Delong père	<i>conseiller honoraire au Parlement</i>	M. V.
F. V. Dirat	<i>avocat au Parlement</i>	M. V.
F. V. d'Azas	<i>avocat au Parlement</i>	M. V.
F. V. Demouch	<i>secrétaire honoraire au Parlement</i>	M. V.
F. V. Desirat	<i>avocat au Parlement</i>	M. V.

F. : marquis du Faget	<i>lieutenant des maréchaux de France</i>	M. :
F. : de Segla	<i>conseiller au Parlement</i>	M. :
F. : de Brive	<i>maître particulier des Eaux et Forêts de Foix</i>	M. :
F. : de Salase	<i>substitut du Procureur général</i>	M. :
F. : de Fajole	<i>conseiller honoraire au Parlement</i>	M. :
F. : Viguiér	<i>avocat au Parlement</i>	M. :
F. : abbé de Pouget	<i>curé de Saint-Thibéry</i>	M. :
F. : de Rouillan	<i>écuyer</i>	M. :
F. : marquis de Montbathier	<i>écuyer</i>	M. :
F. : d' Azemar de Fabregues	<i>conseiller au Parlement</i>	M. :
F. : de Rocheport	<i>avocat au Parlement</i>	M. :
F. : Lamic		M. :
F. : marquis de Puilaroque	<i>conseiller au Parlement</i>	M. :
F. : de Ronville	<i>directeur général des Fermes</i>	M. :
F. : Mical	<i>conseiller au Parlement</i>	M. :
F. : Duroc de Maurou	<i>directeur des Postes</i>	M. :
F. : de Laplanière	<i>conseiller au Parlement</i>	M. :
F. : de Lespinasse	<i>conseiller au Parlement</i>	M. :
F. : de Trinquallie	<i>écuyer</i>	M. :
F. : Tardy	<i>officier au régiment du Maine</i>	M. :
F. : chevalier d' Albaret	<i>officier d'infanterie</i>	M. :
F. : de Rigaud-Corneille	<i>lieutenant colonel d'infanterie</i>	M. :
F. : de Saint-Victor	<i>conseiller au Parlement</i>	M. :
F. : Delong fils	<i>écuyer</i>	M. :
F. : de Gilede-Pressac	<i>officier de dragons</i>	M. :
F. : de Pavie-Fourquevaux	<i>professeur au Collège royal</i>	M. :
F. : Delibe	<i>conseiller au Parlement</i>	M. :
F. : d' Héliot	<i>conseiller au Parlement</i>	A. :
F. : de Reynal	<i>écuyer</i>	M. :
F. : de Fabrot	<i>conseiller à la Sénéchaussée de Villeneuve-</i>	M. :
F. : Abrial d'Issas	<i>de-Borg</i>	M. :
	<i>officier de cavalerie</i>	M. :
F. : baron de Panetier		M. :
F. : marquis d' Eure		M. :

F. Sambucy, baron de Miers	écuyer	M.
F. de Marcilhac	écuyer	M.
F. vicomte d'Alzon		M.
F. baron de Pertuis		M.
F. marquis d'Escouloubre	colonel d'infanterie	M.
F. Dunoyer de Segonzac	écuyer	M.
F. de Saint-Remy	écuyer	M.
F. Rivals de Lacombe	conseiller à la Sénéchaussée de Montauban	M.
F. du Fayet	garde-du-corps du Roi	M.
F. Saint-Arnoux	écuyer	M.
F. marquis de Villelongue	vicair général de Nantes	M.
F. abbé de Solages	conseiller au Parlement	A.
F. de Labourrelie	officier d'infanterie	A.
F. chevalier de Labourrelie	capitaine de cavalerie	M.
F. Duprier	officier au corps royal du génie	M.
F. de Senovert	écuyer	A.
F. de Marin	officier du corps des carabiniers	M.
F. chevalier de Marin	avocat au Parlement	A.
F. Bastoulh	officier d'infanterie	M.
F. de Marmiesse	officier de cavalerie	A.
F. de Palarin		M.
F. marquis de Monlaur		M.
F. comte de Ligonès		M.
F. de Nougairol	avocat au Parlement	A.

TABLEAU
DES SOEURS de la L. d'Adoption de la Parfaite Amitié

S. : présidente de Sapte	<i>Grande Maîtresse</i>
S. : de Labroue	<i>Première Inspectrice</i>
S. : de Siran	<i>Seconde Inspectrice</i>
S. : de Rigaud	<i>ex-Maîtresse</i>
S. : de Laroquan	<i>Oratrice</i>
S. : de Cazes	<i>Secrétaire</i>
S. : marquise de Portes	<i>Trésorière</i>
S. : de Combettes-Gaumont	<i>Maîtresse des cérémonies</i>
S. : de Taillasson	
S. : de Duprat	
S. : de Gaja	
S. : de Saint-Victor	
S. : de Mahieu	
S. : baronne de Panetier	
S. : de Redon	
S. : marquise du Crouzet	
S. : de Millan	
S. : vicomtesse de Rochemaure	
S. : marquise de Resseguier	
S. : de Rochefort	
S. : de Lacroix	
S. : d'Omeron	
S. : de Réad aînée	
S. : de Réad, cadette	
S. : marquise de Monlauo	

SERVANTS DE LA LOGE

F. : Boussavié

F. : Massonier

Adresse de la Loge

à Monsieur Malpel, avocat au Parlement, rue des Regans

H. — Le discours d'Henrion de Pansey

Ce discours a été prononcé, à la deuxième assemblée du Grand Orient de France, le 27 décembre 1773. Il fut imprimé quatre ans après, en 1777.

Le Grand Orient avait été fondé en juin 1773. Il eut sa première assemblée générale le 28 octobre suivant, pour l'installation du duc de Chartres comme grand-maître. La seconde eut lieu le 27 décembre de la même année, et fut suivie d'un banquet. C'est au cours du banquet qu'Henrion de Pansey donna lecture de son discours. Le fait est constaté par l'extrait du procès-verbal qui est aux pages 43 et 44 des annexes imprimées qui accompagnent la circulaire du Grand Orient datée du 8 mars 1775, où on lit : « Pendant le banquet, lecture d'un discours par le F.^o. Henrion de Pensey (1), député de Ligny-en-Barrois. » — A la page 37 de ces mêmes annexes on voit, en effet, ce F.^o. figurer dans le tableau des députés, avec son titre d'avocat au parlement, comme représentant les Frères Zélés, de Ligny.

L'Etat du Grand Orient de France commença à paraître, par fascicules trimestriels, en 1777. Il parut régulièrement aussi en 1778. Mais ensuite sa périodicité fut irrégulière jusqu'en 1789. — Pendant les trois années et demie qui s'écoulèrent avant cette publication, les circulaires et autres documents officiels du Grand Orient étaient occasionnellement imprimés et envoyés aux loges. Ces imprimés furent réunis en des recueils factices qui sont rares aujourd'hui : il en existe un à la bibliothèque du Grand Orient ; un à la bibliothèque du musée Carnavalet ; j'en possède un autre.

(1) Pensey est ainsi orthographié dans les documents antérieurs à la Révolution ; mais ensuite l'orthographe Pansey a prévalu.

Le texte du discours d'Henrion de Pansey parut dans le fascicule formant la 4^e partie du premier volume de l'Etat. Il y occupe les pages 62-68. Il y est ainsi intitulé : « Discours prononcé dans la deuxième assemblée du G. . O. . de France, le « vingt-septième jour du dixième mois de l'an de la V. . L. . 5777, par le T. . G. . F. . Hen....., de P..... » — Le millésime 5777 est ici le résultat d'une erreur de copiste ou de compositeur, comme il appert des documents précités. Il est bien certain que la deuxième assemblée du G. . O. . a eu lieu en décembre 1773. En 1777, ni le nom d'Henrion de Pansey, ni aucun autre commençant par les mêmes initiales ne figure sur le tableau des officiers du G. . O. . ou sur celui des députés des loges. Enfin l'arrêté, qui fixe le contenu du fascicule où est le discours, porte une date antérieure à celle faussement indiquée : il est du 16 décembre 1777.

La date véritable n'est pas chose indifférente, car elle sert à bien marquer l'esprit qui animait le Grand Orient dès son origine. Elle fait ressortir, aussi, le caractère courageux et la portée du passage où l'orateur affirme que « celui qui a des « mœurs..... est le seul digne de commander à ses semblables. » Louis XV régnait encore en 1773 : en 1777 il avait disparu.

Voici le texte du discours d'après l'Etat du Grand Orient de France.

« Tandis que les générations ne font que passer, gémir et disparaître ; tandis que les siècles ne mettent sous nos yeux que des oppresseurs, des opprimés, des tyrans et des esclaves ; qu'il est doux, qu'il est consolant pour l'humanité de voir une association d'hommes, cimentée par toutes les vertus, unie par tous les liens de l'amitié, de la bienveillance et de la fraternité ! Une pareille association est de tous les phénomènes moraux le plus touchant et le plus magnifique. C'est le plus beau monument que les hommes aient élevé à la vertu ; c'est le plus beau spectacle que la terre puisse montrer au ciel ; c'est de tous les présents du ciel le plus rare comme le plus salubre. Quel homme que celui qui a conçu, qui a mis en exécution un pareil projet !

« Il fallait qu'il pensât comme Socrate, qu'il eût l'art de persuader comme l'Orateur romain. Il fallait que son âme fût le résultat de la sagesse de tous les siècles. Lui seul entre les hommes peut se glorifier d'avoir formé un établissement immortel.

« Tous les Etats ont des instants d'activité et de langueur, de grandeur et d'avilissement, de force et de faiblesse. Ainsi que ceux qui les gouvernent, ils naissent, croissent et finissent. Un nouvel empire s'élève ; la gloire du premier s'efface. Son nom même, reculé dans le lointain des âges, ne frappe que faiblement les regards de la postérité. Le nombre des victoires, l'éclat des triomphes, l'étendue des conquêtes ne sont que de faibles garants contre l'oubli. Le temps passe, entraîne les débris des trônes, couvre de poussière et de mousse les plus fastueux monuments, engloutit également les vainqueurs et les vaincus.

« Que sont devenues ces républiques si fameuses par leurs lois, par leurs armes, par leur politique ? Leur existence a pesé un instant sur la terre, et l'instant d'après les en a vu disparaître toutes entières. Où est Rome ? Où est l'ouvrage de tant de constance, de tant de travaux ? Cet édifice, qui portait sur de si vastes fondements, s'est écroulé sous son propre poids. Le fer des barbares a déchiré le plus grand des empires ; et l'univers, esclave des Romains, a vu le nom de ses maîtres avili.

« Au milieu de tant de révolutions, au milieu du bouleversement universel, un seul établissement, la Maçonnerie seule, a résisté au torrent des âges. Environnée de ténèbres, attaquée par toutes les passions destructives, elle a triomphé de tout, elle a forcé ses ennemis à l'admiration et au respect. Semblable à ces chênes dont les racines tombent au centre de la terre, elle a étendu ses rameaux vigoureux sur toute la surface du globe.

« Quelle est, mes FF. ., la cause de cette distinction si glorieuse pour nous, de cette espèce d'immuabilité qu'aucun établissement humain ne partage avec le nôtre ? C'est que la vertu en est la base et qu'il n'y a de grand, de beau, d'éternel, que la vertu.

« Ne l'oublions jamais, mes FF. . ., c'est la charité qui nous anime, c'est l'humanité qui nous lie, c'est cette fraternité qui nous rend si chers les uns aux autres, ce sont ces sentiments précieux qui ont élevé notre association si au-dessus de toutes les associations politiques ; qui lui ont attiré la vénération de tous les peuples ; qui lui ont fait traverser les déserts, les forêts, l'océan même, pour ne faire d'une partie de l'espèce humaine qu'une grande et respectable famille. Chérissons donc à jamais des sentiments si doux ; resserrons encore, s'il est possible, ce lien tissu par toutes les vertus bienfaisantes, ce lien qui tient enchaînées toutes les passions, toutes les rivalités, toutes les inimitiés. C'est à nous, mes FF. . ., à étouffer les vices destructeurs des sociétés. C'est à nous à apprendre aux hommes que de faire des heureux est le seul moyen de l'être soi-même, et que l'amitié vaut seule tous les trésors de la fortune.

« Oui, si la régénération des mœurs est possible, c'est à la Maçonnerie qu'il est donné d'opérer ce prodige. Quelle influence, en effet, n'aurait-elle pas si tous les Maçons étaient ce qu'ils doivent être ?

« Humains, bienfaisants, charitables, couverts de tout ce que la vertu peut ajouter à la grandeur de l'homme, ils tiendraient lieu aux nations de ces sages qui, dans les anciennes républiques, conservèrent si longtemps le dépôt des mœurs. Epars sur toute la surface de la terre, ils formeraient la ligue la plus puissante qu'il soit possible d'opposer au vice ; et s'il arrive un jour que l'espèce humaine soit entièrement dépravée, incorruptibles auprès de cet illustre cadavre, ils seront à jamais les témoins de sa dignité originelle. Semblables à ces lampes que l'on allumait autrefois dans les tombeaux pour avertir les siècles futurs de la dignité du mort.

« J'ai dit que le véritable Maçon était le gardien des mœurs. Mes FF. . ., tout est renfermé dans cet éloge. Celui qui a des mœurs est le seul homme digne de ce titre auguste, le seul citoyen précieux à la société, le seul politique digne de com-

mander à ses semblables. L'art de gouverner les hommes varie au gré des circonstances. Il n'en est point où il ne soit nécessaire de leur donner des mœurs. Par elles les anciens exécutaient les plus grandes choses. Les mœurs, aussi bien que les lois, sont les colonnes sur lesquelles repose la prospérité des empires. Avec des mœurs on se passerait des lois. Sans les mœurs les plus sages règlements sont inefficaces.

« Que nous enseigne la Maçonnerie ? L'union, l'humanité, l'amour de ses semblables. C'est à la pratique de ces vertus que nous nous sommes liés par les serments les plus solennels. La Maçonnerie n'est autre chose que la morale de tous les siècles et de tous les sages. Si nous remplissons ces devoirs, si nous sommes ce que nous devons être, nous appartiendrons aux deux plus illustres familles qui aient jamais honoré le séjour de la terre. Frères de tant de respectables Maçons, nous serons encore les frères des Platon, des Socrate, des Marc-Aurèle et de tant d'ombres illustres qui habitent le céleste Elysée, qui nous regardent, qui se réjouissent de voir sur la terre une confédération en faveur de l'humanité.

« Que de motifs, mes FF. :., pour nous engager à chérir, à révéler, à perfectionner un établissement si respectable ; et quelles circonstances furent jamais plus propres à échauffer, à exciter le zèle de tous les véritables Maçons ! Nous voyons sur le trône de la Maçonnerie un prince qui n'a vu dans sa naissance qu'une obligation de plus d'aimer, de servir la patrie ; qui, fait pour prétendre à toutes les louanges, a voulu les mériter ; qui, né dans le plus haut rang, a voulu avoir une grandeur qui lui fût personnelle ; un prince digne de régner sur tous les cœurs, puisqu'il n'a point cru que sa dignité fût une barrière entre lui et les hommes ; digne enfin d'être le chef de la Maçonnerie, puisqu'il est le modèle des vrais citoyens. »

I. — Le D^r Procope et son Apologie des Francs-Maçons.

Les quatre vers cités à la fin du discours sont empruntés à l'Apologie des francs-maçons que nous devons au docteur Procope (1).

Michel Coltell, plus connu sous le nom de Procope-Couteau, né à Paris en 1684, mort en 1753, était fils de François Procope, noble palermitain, qui le premier établit en France un café. Cet établissement, qui a subsisté pendant plus de deux siècles au même endroit, était situé dans la rue appelée aujourd'hui rue de l'Ancienne-Comédie, en face du bâtiment où fut longtemps le Théâtre Français avant de s'installer dans l'édifice qui est maintenant l'Odéon. Le café Procope eut une grande vogue au XVIII^e siècle, comme lieu de réunion des littérateurs, des novellistes et des beaux esprits.

Le docteur Procope s'adonna plus à la littérature qu'à la pratique de la médecine, surtout quand il eut épousé, en secondes noces, une riche Anglaise. Il eut des succès comme auteur dramatique. Sa première pièce fut jouée en français, à Londres, en 1719. C'est une comédie en cinq actes et en prose, *Arlequin balourd*. Or c'était précisément l'époque où, en Angleterre, prenait son essor la Franc-Maçonnerie moderne qui s'était affirmée, en 1717, par la fondation de la Grande Loge de Londres. Il est probable que Procope s'y agrégea pendant son séjour dans cette ville, et qu'il fut des premiers à propager l'institution en France. Vers 1740, il était un des francs-maçons parisiens les plus en vue, comme le prouve l'épître dédicatoire, à lui adressée, d'un livre qui n'a que le titre d'anti-maçonique et qui est en réalité un écrit de propagande : *L'Ordre des francs-maçons*

(1) V. sa notice dans Besuchet, t. II, p. 236.

trahi et leur secret révélé. Une édition de cet ouvrage porte, comme lieu et année de publication, Amsterdam, 1745 ; mais il y en a une, certainement plus ancienne quoique non datée, où se lit cette indication de lieu : « A l'Orient, chez G. de l'Etoile, « entre l'Equerre et le Compas, vis-à-vis du soleil couchant. » En tête de l'épître dédicatoire, Procope est présenté comme « l'un des vénérables des vingt-deux loges établies à Paris. »

Son Apologie des francs-maçons se trouve à la suite du discours préliminaire de *l'Histoire des Francs-Maçons*, par le F. : de la Tierce, dont la première édition est de 1742, avec la fictive indication de lieu qui figure sur l'édition non datée du précédent ouvrage. Le morceau est présenté en ces termes :

« Nous ne croyons mieux pouvoir finir ce discours que par une Apologie des francs-maçons, composée il y a quelques années par le savant et digne frère Procope, docteur en médecine à Paris, puisqu'elle contient le véritable caractère requis dans un légitime frère et compagnon. Il est vrai qu'elle a déjà été imprimée en divers ouvrages. Mais on conviendra aussi qu'on ne pouvait omettre dans celui-ci une pièce qui contient une peinture si noble et si naturelle de la vénérable confraternité. »

Voici cette pièce de vers, très répandue au siècle dernier, rare aujourd'hui :

A P O L O G I E D E S F R A N C S - M A Ç O N S

Quoi ! mes frères, souffrirez-vous
Que notre auguste compagnie
Soit sans cesse exposée aux coups
De la plus noire calomnie ?
Non, c'est trop endurer d'injurieux soupçons.
Souffrez qu'à tous ici ma voix se fasse entendre ;
Permettez-moi de leur apprendre
Ce que c'est que les francs-maçons.

* *

Les gens de notre ordre toujours
Gagnent à se faire connaître,

Et je prétends par mes discours
 Inspirer le désir d'en être.
 Qu'est-ce qu'un franc-maçon ? En voici le portrait.
 C'est un bon citoyen, un sujet plein de zèle,
 A son prince, à l'Etat fidèle,
 Et, de plus, un ami parfait.

* *

Chez nous règne une liberté
 Toujours soumise à la décence :
 Nous y goûtons la volupté,
 Mais sans que le ciel s'en offense.
 Quoiqu'aux yeux du public nos plaisirs soient secrets,
 Aux plus austères lois l'ordre sait nous astreindre :
 Les francs-maçons n'ont point à craindre
 Ni les remords ni les regrets.

* *

Le but où tendent nos desseins
 Est de faire revivre Astrée,
 Et de remettre les humains
 Comme ils étaient au temps de Rhée.
 Nous suivons des sentiers aujourd'hui peu battus :
 Nous cherchons à bâtir, et tous nos édifices
 Sont ou des cachots pour les vices,
 Ou des temples pour les vertus.

* *

Je veux avant que de finir
 Nous disculper auprès des belles,
 Qui pensent devoir nous punir
 Du refus que nous faisons d'elles :
 Il leur est défendu d'entrer dans nos maisons ;
 Cet ordre ne doit point exciter leur colère ;
 Elles nous en loueront, j'espère,
 Lorsqu'elles sauront nos raisons.

* *

Beau sexe, nous avons pour vous
 Et du respect et de l'estime,
 Mais aussi nous vous craignons tous
 Et notre crainte est légitime.
 Hélas ! On nous apprend pour première leçon
 Que ce fut de vos mains qu'Adam reçut la pomme,
 Et que sans vos conseils tout homme
 Naîtrait peut-être franc-maçon.

FIN

V. au verso la Table des matières.

2998

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avertissement	2
Discours	3
Appendices. Eclaircissements et documents	47
A. — Aix	47
B. — Grenoble	54
C. — Besançon	59
D. — Dijon	62
E. — Colmar	66
F. — Rouen	68
G. — Toulouse	69
H. — Le discours d'Henrion de Pansey	74
I. — Le Dr Procope et son Apologie des Francs-Maçons	79

